



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 14 MAI 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 14TH MAY, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Overpayment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

Is-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

727

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is-A. PROULX,

King's Printer.

728

Government House.

Arrêté en Conseil

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE COMO.

Conformément à l'arrêté ministériel suivant, le nom de cette municipalité sera, à l'avenir, "la municipalité du village de Hudson".

Le maire,

JAMES PARK.

Le secrétaire-trésorier,

E.-A. LANCEY.

Hudson, Qué., 7 mai 1921.

Copie du rapport du comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 15 avril 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 23 avril 1921.

Concernant la municipalité du village de Como, comté de Vaudreuil.

L'honorable ministre des affaires municipales, dans un rapport en date du 12 avril (1921), expose que le conseil municipal du village de Como, comté de Vaudreuil, par une requête en date du 7 mars 1921, demande que la nom de cette municipalité soit changé en celui de "Municipalité du village de Hudson" ;

Que toutes les formalités exigées par la loi ont été accomplies ;

Qu'il est opportun de se rendre à cette demande ;

Vu le rapport du procureur-général en date du 7 avril 1921.

En conséquence, l'honorable ministre recommande que le nom de la municipalité du village de Como soit changé en celui de "Municipalité du village de Hudson".

Le tout sous l'autorité des dispositions de l'article 48 du Code municipal.

Certifié,

Le greffier du Conseil Exécutif,

1689

A. MORISSET.

Order-in-Council

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF COMO.

In accordance with the following Order-in-Council, the name of this municipality will hereafter be known as the "Municipality of the village of Hudson".

JAMES PARK,

Mayor.

E.-A. LANCEY,

Secretary Treasurer.

Hudson, Que., 7th May, 1921.

Copy of a report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 15th April, 1921, approved by the Lieutenant-Governor on the 23rd of April, 1921.

Respecting the municipality of the village of Como, county of Vaudreuil.

The Honourable Minister of Municipal Affairs, in a report dated the 12th of April, 1921, sets forth that the municipal council of the village of Como, county of Vaudreuil, by a petition dated the 7th of March, 1921, prays that the name of the municipality be changed to that of "Municipality of the village of Hudson".

That all the exigencies of the law have been complied with ;

That it is expedient to grant this application.

Seeing the report of the Attorney General dated the 7th of April, 1921.

Therefore, the Honourable Minister recommends that the name of the municipality of the village of Como be changed to that of "Municipality of the village of Hudson".

The whole pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code.

Certified,

A. MORISSET,

1690

Clerk of the Executive Council.

Lettres patentes

Letters patent

" Dominion Theatres, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1921, constituant en corporation : Isaac Kert, notaire public ; Abraham-Wilfred Muhlstöck, avocat ; David Kert, ingénieur-chimiste ; Benjamin Kert, marchand, et Aaron-Harry Fineberg, gérant d'administration, tous des cité et district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme propriétaires ou agents de théâtres, de music-halls, salles de concerts, cirques, hippodromes et cinémas, peintres et décorateurs de scènes, avant-scènes et peintres, décorateurs généraux, fabricants et poseurs d'appareils d'éclairage au gaz et à l'électricité, organisateurs de divertissements publics et privés, et d'amusements de toute description ;

Fabriquer, acheter, vendre et trafiquer d'effets, denrées et marchandises, présentes, exhiber, exploiter, enregistrer, produire, administrer, conduire et représenter, dans aucun théâtre, music-hall ou ailleurs, des vues animées et autres, des pièces ou productions, des opéras, concerts, spectacles, exhibitions, variétés et autres divertissements que la compagnie croira de temps à autre convenable ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre, importer, exporter, aliéner, utiliser, permettre l'usage de, produire, imprimer, publier, trafiquer, disposer de cameras, projecteurs appareils photographiques et instruments généraux photographiques, machines cinématographiques, instruments, articles, attaches et accessoires, vues animées et autres, œuvres et opéras, lithographies, électrographes et accessoires de toute description se rapportant ou relatif à l'exploitation et à l'outillage des lieux d'amusements publics ou privés, importer, exporter, acheter, vendre, louer ou autrement aliéner et manufacturer, trafiquer et disposer de machines, appareils, instruments, attaches, outils, dispositifs, matériaux, accessoires et autres engins nécessaires ou servant à l'élaboration des vues animées ou à aucun procédé photographique, chimique, photogénique, optique, électrique, acoustique et mécanique, indispensables ou appropriés pour usage en rapport avec le commerce de la compagnie ou aucune partie d'icelui ;

Acquérir, utiliser, permettre l'usage de droits d'auteurs et autres droits, de droits de représentation, licences et privilèges d'aucune sorte appartenant appropriés aux objets de la compagnie, employer des personnes pour écrire, composer, inventer, produire ou aider à écrire, composer, inventer, produire, ou contribuer à représenter du cinéma, des œuvres, chansons, de la musique, de la danse, aussi rémunérer ces personnes ;

Acheter, bâtir, ériger, construire, acquérir, posséder, louer, exploiter, gérer et trafiquer de théâtres, music-halls, orphéums, locaux d'amusements, de divertissements publics ou privés ;

Accorder des baux, licences ou droits relatifs aux valeurs, à la propriété ou aux droits de la compagnie en faveur d'aucune personne, société ou compagnie ;

Annoncer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, des privilèges ou représentations de la compagnie d'aucune manière qu'on croira judicieuse, y compris la publication de livres, pamphlets, primes, listes de prix, la tenue

" Dominion Theatres, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1921, incorporating : Isaac Kert, notary public ; Abraham-Wilfred Muhlstöck, advocate ; David Kert, chemical engineer ; Benjamin Kert, merchant, and Aaron-Harry Fineberg, office manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of theatre, music hall, concert hall, circus, hippodrome and motion pictures proprietors or agents, scene, proscenium, and general painters and decorators, gas and electric light makers and fitters, caterers for public and private entertainments, and amusements of every description ;

To manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise, to present, exhibit, exploit, book, produce, manage, conduct and represent at any theatre, music hall or elsewhere, motion pictures and other pictures, plays or productions, operas, concerts, shows, exhibitions, variety and other entertainments as the company may from time to time think fit ;

To manufacture, buy or otherwise acquire, sell, import, export, dispose of, use, license the use of, produce, print, publish, deal in and with cameras, projection machines, photographic apparatus and general photographic appliances, moving picture machines, emplacements, articles, attachments and supplies, motion pictures and other pictures, plays and operas, lithographs and electrographs and accessories of every description appertaining or relating to the operation and equipment of places of public or private entertainment, to import, export, purchase, sell, lease or otherwise dispose of and manufacture, deal in, deal with any machinery, apparatus, appliances, attachments, tools, devices, materials, supplies and other arts required or used in the manufacture of motion pictures or in any process of photography, chemistry, light, optics, electricity, acoustics and mechanics, or necessary or convenient for use in connection with carrying on the business of the company or any part thereof ;

To acquire, use, and license the use of copyrights and other rights, rights of representation, licenses and privileges of any sort likely to be conducive to the objects of the company, and to employ persons to write, compose, invent, produce or assist to write, compose, invent, produce or assist in the production of motion pictures, plays, songs, music, and dances, and to remunerate such person ;

To purchase, build, erect, construct, acquire, own, lease, operate, manage, and deal in theatres, music halls, concert halls, and places for public or private amusement or entertainments ;

To grant leases, licenses or rights of or in respect of any assets, property, or rights of the company to any person, firm or company ;

To advertise all or any of the business, property, privileges, or exhibitions of the company in any way that may be thought advisable, including the issue of books, pamphlets, premium and prize lists and the conducting of competitions and

de concours, l'octroi de prix et récompenses, et à cette fin, faire affaires comme imprimeur, lithographes ou exercer aucun commerce connexe ;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions du capital, des obligations ou autres titres de compagnies, exercer aussi tous privilèges de propriété, y compris le privilège de voter sur les actions ainsi détenues ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune personne, compagnie ou avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune part de l'achalandage du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et payer en argent, en actions, en obligations, en débetures, avec d'autres valeurs de la présente compagnie, ou autrement ;

Louer, vendre ou disposer de la propriété et de l'actif de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif où se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement, à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les droits, biens ou renseignements ainsi acquis ;

Exercer un autre commerce de fabrication ou autre que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce propre, directement ou indirectement, à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation où à les rendre profitables ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements et paraîtront appropriées aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant, se livrant, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie peut exercer ou propre à être exercé de manière à profiter, directement ou indirectement à la compagnie aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, aussi les vendre, détenir, ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies pour acquérir ou assumer la totalité ou aucune part de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre objet qui paraîtra propre à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de

the giving of premium and prizes and for purpose to carry on the business of printers, lithographers or of any allied trade ;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell, assign and transfer shares of capital stock and bonds or other evidence of indebtedness of companies and to exercise all the privileges of ownership including the right to vote on shares so held ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any company or person with which it may have business relations ;

To acquire and undertake the whole or any part of the good will, business, property and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on and to pay for the same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of this company, or otherwise ;

To lease, sell, or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of the company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any copyrights or other rights, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise or develop or grant in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To carry on any other business which may seem to the company, capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To enter into any arrangement with any government or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authorities any rights, privileges or concessions, which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangement, privileges, rights or concessions ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any any business or transactions which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the shares ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange

change, connoissances, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

Payer le coût, les frais et impenses encourus et soutenus dans ou à l'occasion de l'organisation et de la formation de la compagnie, ou que la compagnie croira préliminaires, y compris le coût de la publicité, la commission due pour souscription, courtage, impression et papeterie ;

A chaque émission d'actions, débentures ou d'autres titres par la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et souscripteurs, pourvoir à la rémunération de ces personnes pour services par paiement en argent, ou par émission d'actions, de débentures ou d'autres valeurs de la compagnie, par octroi d'option de s'en charger, ou d'aucune autre manière permise en loi ;

Émettre ou garantir l'émission des, le paiement de l'intérêt sur, actions, débentures, actions-hypothécaires, autres valeurs ou titres d'aucune compagnie ou association, payer ou pourvoir au courtage, à la commission et souscription en rapport avec aucune telle émission ;

Emprunter, prélever et garantir le paiement de l'argent de la manière que la compagnie croira convenable, et spécialement par émission de débentures, actions hypothécaires (perpétuelles ou à terme), d'obligations, bons ou d'aucunes autres valeurs fondées ou basées sur la totalité ou sur aucune partie de la propriété (présente et future) et des droits de la compagnie, y compris son capital non versé, ou sans ces valeurs, et aux conditions de priorité ou autres que la compagnie croira convenables, aussi racheter, retirer ou éteindre ces titres ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires à son industrie et particulièrement tous terres, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce ;

Construire, entretenir, et altérer aucunes bâtisses ou structures nécessaires ou avantageuses aux objets de la compagnie ;

Avancer et prêter de l'argent sur la garantie jugée suffisante ou sans prendre de garantie ;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées autrement que sur les parts de la compagnie ;

De temps à autre souscrire ou contribuer à aucune institution bienveillante, d'utilité, de charité publique qui dans l'opinion de la compagnie, contribuer à accroître sa réputation ou sa popularité parmi ses employés, ses clients ou le public ;

Accepter des parts ou actions, des débentures, obligations-hypothécaires ou autres titres d'aucune autre compagnie en paiement intégral ou partiel des services rendus, vente faite à, dette due par, aucune telle compagnie ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou les autres titres d'aucune autre compagnie qui pourra assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété foncière et personnelle ou des droits de la compagnie ;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie ;

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To pay all costs, charges and expenses incurred and sustained in or about the promotion and establishment of the company or which the company shall consider to be preliminary, including therein the cost of advertising, commission for underwriting, brokerage, printing and stationery ;

Upon any issue of shares, debentures or other securities, of the company, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or by the issue of shares, debentures or other securities of the company or by the granting of options to take the same, or in any other manner allowed by law ;

To issue or guarantee the issue of or the payment of interest on the shares, debentures, debenture stock, or other security or obligation of any company or association and to pay or provide for brokerage, commission and underwriting in respect of any such issue ;

To borrow or raise and secure the payment of money in such manner as the company shall think fit and in particular by the issue of debentures, debenture stock (perpetual or terminal) bonds, mortgages on any other securities founded or based upon all or any of the property (both present and future) and the rights of the company, including its uncalled capital, or without any such securities, and upon such terms as to priority or otherwise, as the company shall think fit, and to repurchase, redeem, or pay off any such securities ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges, which the company may think necessary or convenient for its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade ;

To construct, maintain, and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company ;

To advance and lend money upon such security as may be proper or without taking any security therefor ;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner, other than in the shares of the company, as from time to time may be determined ;

From time to time to subscribe or contribute to any charitable, benevolent, or useful object of a public charity (the support of which will, in the opinion of the company, tend to increase its repute or popularity among its employees, its customers or the public) ;

To accept stocks or shares in, or the debentures, mortgage debentures or other securities of any other company in payment or part payment for any services rendered or for any sale made to or debt owing from any such company ;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company amongst its members, and particularly the shares, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company ;

To sell, improve, manage, develop, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property real and personal or rights of the company ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar with those of this company ;

Obtenir aucune ordonnance provinciale ou loi du Parlement permettant à la compagnie de réaliser ses objets, d'effectuer des modifications aux constitutions de la compagnie, ou pour aucun autre objet que paraîtra avantageux, combattre toute procédure ou instance qui paraîtra susceptible directement ou indirectement de préjudicier aux intérêts de la compagnie ;

Faire le commerce d'immubles généralement ;
Payer des commissions sur la vente de ses actions, obligations, lesdites commissions ne devant pas toutefois excéder 25% ;

Généralement faire toutes autres choses qui sembleront se rattacher ou être appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux

Et il est ici déclaré que, dans l'interprétation de la présente clause, la portée d'aucun des objets de la compagnie ne sera pas restreinte par référence à aucun autre objet et que, au cas d'ambiguïté, la présente clause doit s'interpréter libéralement et non de manière à restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Dominion Theatres, Limited", avec un fonds social total de cent quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$198,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt (1980) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province.

1679

C.-J. SIMARD.

" Club de Réforme du comté de Hull, Incorporated ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1921, constituant en corporation : Louis-de-Gonzague Raby, registrateur ; Lionel-A. Gendron, agent des terres de la Couronne, et Evanhoe Couture, entrepreneur, tous de Hull, Qué., dans les buts suivants :

Maintenir une salle de conférence, tenir des assemblées politiques et des réunions pour la discussion des affaires publiques, entreprendre des œuvres philanthropiques et sociales.

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages, commodités et le confort d'un club ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la compagnie, et disposer desdits biens de toute façon ; hypothéquer et affecter les immeubles de la compagnie et donner en gage ou nantissement les biens meubles de ladite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toute entreprise d'une nature semblable à celle que la compagnie se propose d'exploiter ;

Acquérir et posséder des actions, bons et débiteurs de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie, et en disposer comme bon semblera à la compagnie ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables ;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier

To obtain any provincial order or Act or Parliament for enabling the company to carry any of its objects into effect, or for effecting any modification of the company's constitution or for any other purpose which may seem expedient, and to oppose any proceedings or application which may seem calculated, directly or indirectly, to prejudice the company's interests ;

To deal in real estate generally ;

To pay commission for the sale of its shares, bonds, said commission, however, not to exceed 25% ;

Generally to do all such other things as may appear to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them ;

And it is hereby declared that, in the interpretation of this clause, the meaning of any of the company's objects shall not be restricted by reference to any other object and that, in the event of any ambiguity, this clause shall be construed in such a way as to widen, and not restrict the powers of the company, under the name of "Dominion Theatres Limited", with a total capital stock of one hundred and ninety-eight thousand dollars (\$198,000.00), divided into one thousand nine hundred and eighty (1,980) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of provincial secretary, this fourth day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

" Club de Réforme du comté de Hull, Incorporated ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of April, 1921, incorporating : Louis-de-Gonzague Raby, registrar ; Lionel-A. Gendron, Crown lands and timber agent, and Evanhoe Couture, contractor, all three of Hull, Que., for the following purposes :

To maintain a lecture room, to hold political assemblies and meetings for the discussion of public affairs, undertake philanthropic and social works ;

To organize maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company, to secure a club house and generally give to its members all the privileges, advantages, commodities and comfort of a club ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immoveables to attain the object of the company, and dispose of the said property in any manner ; to hypothecate and mortgage the immoveables of the company and pledge the moveables of the said company ;

To buy, lease, hold and acquire any undertaking of a like nature to that which the company intends to carry on ;

To purchase, and hold, shares, bonds, or debentures of any corporation carrying on the same kind of business as to present company and to dispose thereof as the company any think fit ;

To subscribe for, accept, endorse and negotiate any cheques, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments ;

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the

par l'émission de débentures et l'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des immeubles de la compagnie ;

Garantir, cautionner et se porter responsable du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne ;

Émettre des actions libérées, des obligations ou des débentures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriété mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie soit au cours de ses opérations ;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la régie générale des affaires et choses de la corporation et de ses meubles, pourvu, cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable ;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Club de Réforme du comté de Hull, Incorporé", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la corporation, sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

1691

C.-J. SIMARD.

issue of debentures and bonds bearing hypothec on all or part of the immovables of the company ;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts and other obligations of any kinds for any corporation, firm or person ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in full or part payment for the purchase price of moveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire and also in payment for services rendered either in connection with formation of the company or during the course of its operations ;

To adopt a constitution, make and enact by-laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members, provided, however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change, in whole or in part, such constitution, rules and ordinances, as the corporation may think fit ;

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assessments for commodities and furnitures, the use of any of the club property with power to classify the members and determine their privileges ;

To execute all the acts, exercise all the powers and carry out all the operations incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Club de Réforme du comté de Hull, incorporée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be in the township and district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, that twenty sixth day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Carlton Club, Limited".

"Carlton Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour d'avril 1921, constituant en corporation : John-Andrew Dunn, agent de change, de la ville de Montréal-Ouest ; Oscar Leriche, médecin-chirurgien, et George-Herbert Loader, bourgeois, les deux des cité et district de Montréal, aux fins suivantes :

Acquérir par achat, bail ou autrement, tenir un club dans la cité de Montréal, pour y récréer, instruire, distraire et loger les membres du club ; le meubler et l'entretenir, en permettre l'usage aux membres dudit club, tenir et gérer un cercle et encourager les relations sociales et amicales entre membres et généralement faire tout ce qui semblera le plus propice à procurer l'intérêt du club ;

Acquérir, recevoir, prendre à bail et posséder la propriété mobilière ou immobilière qui sera, de temps à autres, nécessaire à ses objets, l'aliéner ou autrement la grever ou en disposer,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1921, incorporating : John-Andrew Dunn, stock-broker ; of the town of Montreal-West, Oscar Leriche, physician and surgeon, and George-Herbert Loader, gentleman, both of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to maintain a club house in the city of Montreal for the purposes of recreation, instruction, amusement and provision of lodging therein for the members of the club ; to furnish and maintain the same and to permit the same to be used for members of the said club, and to maintain and conduct a club and promote social and friendly intercourse among its members and generally to do whatever may seem to best calculated to promote the interest of the club ;

To acquire, receive, take on lease and hold such moveable or immoveable property as may, from time to time, be requisite for its purposes, and the same to alienate or otherwise charge or

hypothéquer aussi ces immeubles pourvu que leur valeur annuelle n'exécède pas \$5,000 ;

Tirer, souscrire, accepter et endosser des lettres de change, billets promissaires et d'autres instruments négociables ;

Adopter les règlements, ordonnances et règles compatibles avec les lois de cette province qui seront nécessaires à la gestion de ses affaires, les amender et abroger selon la Loi ;

Procurer et servir des repas à ses membres et à leurs invités, vendre de la bière et du vin conformément à la Loi des Liqueurs alcooliques, ou à la Loi des Licences de Québec et amendements ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels le club est constitué en corporation, sous le nom de "Carlton Club, Limited", avec un fonds social total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie, sera à Montréal, dans la district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1921.

L'assistant secrétaire de la province,
1693 C.-J. SIMARD

dispose of, and to hypothecate these immovables providing the annual value thereof shall not exceed \$5,000 ;

To draw, make, accept and endorse bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments ;

To adopt such by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of this province as may be requisite for the administration of its affairs, and the same to alter and repeal according to law ;

To provide and serve meals for its members and their guests and to sell beer and wine in accordance with the Act concerning alcoholic Liquors, or the Quebec License Law and its amendments ;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the club is incorporated under the name of "Carlton Club, Limited" with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,
1694 Assistant Provincial Secretary.

" Club Ouvrier, Incorporé ".

Avis est donné qu'en vertu des disposition de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1921, constituant en corporation sans capitulation : Gustave Francq, imprimeur ; George Pierce, éditeur ; John-T. Foster, agent ; Adélard Laurendeau, peintre ; Aurèle Lacombe, employé de tramways, tous de la cité de Montréal, Québec, aux fins suivantes :

Former, organiser, conduire et gérer un club social et procurer le bien-être des membres d'icelui, avec pouvoir de faire et adopter une constitution et des règlements, ordonnances et règles concernant l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, leur gouverner, la classification des meubles, la perception des honoraires et redevances, l'élection et la nomination des administrateurs et autres officiers, la détermination de leur attributions, la conservation et la protection des biens et deniers, et d'une manière générale régler, gérer et conserver ses biens et intérêts, et de temps à autre altérer, abroger, rescinder ou modifier cette constitution, ces règlements et ordres ou aucun d'iceux ;

Acquérir par achat ou autrement, bâtir, louer, construire, tenir et avoir des salles et autres structures convenables, des bâtisses et locaux, s'en servir, en permettre l'usage à d'autres en tout ou en partie aux conditions que la compagnie croira convenables, à des fins sociales, et pour être utilisés comme cabinets de lecture, d'écriture, de journaux et bibliothèques ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la corporation ou à aucun d'iceux, obtenir aussi d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir, exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

" Club Ouvrier, Incorporé ".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1921, to incorporate as a corporation without share capital : Gustave Francq, printer ; George Pierce, editor ; John-T. Foster, agent ; Adélard Laurendeau, painter ; Aurèle Lacombe, tramway employee, all of the city of Montreal, Quebec, for the following purposes :

To promote, organize, conduct and manage a social club and promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishment of different classes of membership and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its directors and other officers and to define their duties, and for the safekeeping and protection of its property and funds and in general to regulate, manage and preserve its property and interests and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitution, by-laws and regulations or any of them ;

To acquire by purchase or otherwise, build, lease, erect, maintain and provide halls and other suitable erections, buildings and places, and to use these, and to permit the same or any part thereof to be used on such terms as the company shall think fit for social purposes, and for reading, writing and newspaper rooms and libraries ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la corporation croira nécessaires ou avantageux aux fins de ses opérations ;

Faire toutes les autres choses que se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Club Ouvrier, Incorporé".

Le montant du revenu annuel de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est limité à vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

1695

C.-J. SIMARD.

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any real or personal property, or any rights or privileges, which the corporation may think, necessary or convenient for the purposes of its business ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Club Ouvrier Incorporé".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,

1696

Assistant Provincial Secretary.

" Travellers' Club, Incorporated ".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1921, constituant en corporation sans capital-actions : Richard H. Gates, entrepreneur, 56 Adam street, Maisonneuve ; Joseph Charlebois, vendeur, 241 boulevard Déary, Notre-Dame-de-Grâce, Qué. ; Frédéric Turner, gérant, 3045 est, rue Sainte-Catherine, Montréal, Qué. ; Henry-H. Smith, secrétaire-trésorier, 454 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué. ; et Henry-S. Couper, vendeur, 499 avenue Victoria, Saint-Lambert, Qué., aux fins suivantes :

Former, organiser, conduire et gérer un club social et procurer le bien-être des membres d'icelui, avec pouvoir de faire et adopter une constitution et des règlements, ordonnances et règles concernant l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, leur gouverne, la classification des meubles, la perception des honoraires et redevances, l'élection et la nomination des administrateurs et autres officiers, la détermination de leur attributions, la conservation et la protection des biens et deniers, et d'une manière générale réglementer, gérer et conserver ses biens et intérêts, et de temps à autre altérer, abroger, rescinder ou modifier cette constitution, ces règlements et ordres ou aucun d'iceux ;

Acquérir par achat ou autrement, bâtir, louer, construire, tenir et avoir des salles et autres structures convenables, des bâtisses et locaux, s'en servir, en permettre l'usage à d'autres en tout ou en partie aux conditions que la compagnie croira convenables, à des fins sociales, et pour être utilisés comme cabinets de lecture, d'écriture, de journaux et bibliothèques ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la corporation ou à aucun d'iceux, obtenir aussi d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir, exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la corporation croira nécessaires ou avantageux aux fins de ses opérations ;

Faire toutes les autres choses que se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des

" Travellers' Club, Incorporated ".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1921, to incorporate as a corporation without share capital : Richard H. Gates, contractor, 56 Adam street, Maisonneuve ; Joseph Charlebois, salesman, 241 Decary boulevard, Notre-Dame-de-Grâce, Qué. ; Frédéric Turner, manager, 3045 Saint-Catherine street, east, Montreal, Que. ; Henry-H. Smith, secretary-treasurer, 454 Saint James street, Montreal, Que. ; and Henry-S. Couper, salesman, 499 Victoria Avenue, Saint Lambert, Que., for the following purpose of :

To promote, organize, conduct and manage a social club and promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishment of different classes of membership and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its directors and other officers and to define their duties, and for the safekeeping and protection of its property and funds and in general to regulate, manage and preserve its property and interests and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitution, by-laws and regulations or any of them ;

To acquire by purchase or otherwise, build, lease, erect, maintain and provide halls and other suitable erections, buildings and places, and to use these, and to permit the same or any part thereof to be used on such terms as the company shall think fit for social purposes, and for reading, writing and newspaper rooms and libraries ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any real or personal property, or any rights or privileges, which the corporation may think, necessary or convenient for the purposes of its business ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above

objets précités, sous le nom de "Travellers' Club, Incorporated".

Le montant du revenu annuel de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est limité à vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1921.

Le sous-assistant secrétaire provincial,
1697 ALEXANDRE DESMEULES.

objects, under the name of "Travellers' Club Incorporated".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
1698 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Gentin".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1921, constituant en corporation : Louis Boyer, avocat ; J.-P.-Hector Doyon, comptable, et Hector Frigon, gérant d'affaires, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer et acquérir par achat, bail ou autrement des médecines brevetées, procédés et formules médicinales et marques de commerce en rapport avec ceux ; acquitter tels achats au moyen de débetures ou de parts acquittées de la compagnie et faire le commerce, tant comme principal que comme agent, de manufacturiers et de marchands de médecines brevetées et de tous articles et accessoires se rattachant à ce commerce ou dont le commerce pourrait aider ou augmenter le commerce principal de la compagnie ;

Disposer par vente ou autrement du commerce de la compagnie ou aucune branche ou partie d'icelui pour telle considération qu'il lui plaira et spécialement pour des débetures ou parts de toute autre compagnie similaire, sous le nom de "La Compagnie Gentin", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1701 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Gentin".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty sixth day of April, 1921, incorporating : Louis Boyer, advocate, J.-P.-Hector Doyon, accountant, and Hector Frigon, business manager, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture and acquire by purchase, lease or otherwise patented or proprietary medicines, medicinal processes and formulas and trade marks in connection therewith ; pay off such purchases by way of debentures or paid up shares of the company and carry on the business of principal manufacturers' agent and merchants of patented medicines and all articles and accessories of the said business or which may be calculated to aid or enhance the principal business of the company ;

To dispose by sale or otherwise of the business of the company or any branch or part thereof for such consideration as it may think fit and in particular for debentures or shares of any other similar company, under the name of "La Compagnie Gentin", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,
1702 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Approvisionnement d'Eau de Ste-Clothilde de Horton, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1921, constituant en corporation : Joseph Champagne, Ulric Biron et Alfred Laforest, marchands ; L.-T.-Hector Benoit, menuisier ; J.-M.-Omer Lecomte, agent de banque, tous de la paroisse de Sainte-Clothilde-de-Horton, dans le district d'Arthabaska, dans les buts suivants :

Construire un ou des aqueducs, spécialement dans la paroisse de Sainte-Clothilde-de-Horton, comté d'Arthabaska, et y faire le commerce d'approvisionnement d'eau ;

Acquérir, louer ou autrement posséder tous les immeubles, sources, réserves d'eau, ainsi que toutes les pompes, engins et autres matériaux et objets nécessaires ou utiles à ces fins ;

Hypothéquer ou donner en gage les biens de la compagnie aux conditions de la loi, et spécialement escompter ou donner en garantie aux ban-

"La Compagnie d'Approvisionnement d'Eau de Ste-Clothilde de Horton, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of April, 1921, incorporating : Joseph Champagne, Ulric Biron, and Alfred Laforest, merchants, L.-T.-Hector Benoit, joiner, J.-Omer Lecomte, bank agent, all of the parish of Sainte-Clothilde-de-Horton, in the district of Arthabaska, for the following purposes :

To construct one or several waterworks, specially in the parish of Sainte-Clothilde-de-Horton, county of Arthabaska and carry on the business of a waterwork company ;

To acquire, lease or otherwise own all immoveables, springs, water reservoirs, pumps, engines and other materials and objects necessary or useful for such purposes ;

To hypothecate or pledge the property of the company on legal conditions, and especially discount or pledge to banks and third parties gener-

ques et aux tiers généralement les billets et autres valeurs négociables qui seront la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes utiles ou nécessaires pour la construction, la mise en opération et l'entretien d'aqueduc, l'emmagasinage des eaux d'une rivière, de sources ;

Donner des actions acquittées de la compagnie en paiement de ses dettes, acquisitions ou de services rendus ;

Faire avec la corporation de la paroisse de Sainte-Clothilde-de-Horton et ses habitants toutes conventions pour le posage des tuyaux et de bornes-fontaines dans les chemins de ladite municipalité pour l'approvisionnement de l'eau ;

Acquérir et recevoir de la corporation de la paroisse de Sainte-Clothilde-de-Horton des privilèges, franchises, exemptions de taxes, suivant que permis par la loi, sous le nom de "La Compagnie d'Approvisionnement d'Eau de Sainte-Clothilde de Horton, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent 100 actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Sainte-Clothilde-de-Horton, dans le district d'Arthabaska, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

1705

C.-J. SIMARD.

"Silico, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour d'avril 1921, constituant en corporation : Louis Boyer, avocat, Westmount ; J.-P.-Hector Doyon, comptable et Hector Frigon, gérant, Montréal, aux fins suivantes :

Trafiquer, comme principal ou comme agent, de mines et carrières, minéraux et produits et sous-produits d'iceux et spécialement des carrières silicifères et à sable ; les fouiller et exploiter ; en extraire, traiter et manifester les produits, leur donner une valeur marchande et les vendre ; acquérir, posséder, vendre et transférer d'aucune manière ou méthode que la loi autorise des meubles et immeubles, droits, concessions, brevets et procédés, moulins et ateliers, machines et appareils nécessaires ou utiles à ladite industrie ;

Acquérir, louer, avoir et posséder et exploiter des vaisseaux et barges, quais et docks, voies d'évitement, réseaux et installations de télégraphie, de téléphonie et de radiotélégraphie ; des machines et appareils à entrepôts, de chargement et déchargement, le tout sujet aux lois générales qui s'y appliquent ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Construire, acquérir, détenir et exploiter des aqueducs, l'outillage dynamique hydro-électrique pour aider à l'exploitation de la propriété industrielle de la compagnie, avec droit de les vendre ou d'autrement d'iceux en tout ou en partie, comme de leurs produits en faveur d'aucune autre personne, corporation, compagnie ou firme, en se conformant à la réglementation provinciale ou municipale y relative, pour ladite industrie être exercée dans le district de Terrebonne, en tant qu'il s'agira d'électricité ;

ally the notes and other negotiable securities which may belong to the company ;

To do all acts useful or necessary for the construction and operation and maintenance of waterworks, the storing of water from a river or springs ;

To give paid up shares of the company in payment of its debts, for acquisitions or services rendered ;

To make with the corporation of the parish of Sainte-Clothilde-de-Horton and its inhabitants, any agreements for the laying of the pipes and hydrants in the roads of the said municipality for supplying water ;

To acquire and receive from the corporation of the parish of Sainte-Clothilde-de-Horton privileges, franchises, exemptions from taxes as permitted by law, under the name of "La Compagnie d'Approvisionnement d'Eau de Sainte-Clothilde de Horton, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Sainte-Clothilde-de-Horton, in the district of Arthabaska, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,

1706

Assistant Provincial Secretary.

"Silico, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1921, incorporating : Louis Boyer, advocate, Westmount ; J.-P.-Hector Doyon, accountant, Outremont and Hector Frigon, manager, Montreal, for the following purposes :

To deal as principal and agent in mines and quarries, minerals and their products and by products and specially silica stone and sand quarries ; to work and operate the same ; to extract, treat and manufacture the products thereof and merchandise and sell the same ; to acquire, own, sell and transfer in any manner or form allowed by law immoveable and moveable, rights and concessions, patents and processes, mills and plants, machinery and apparatus necessary or useful in the said business ;

To acquire, lease, own and possess and operate vessels and barges, wharves and dock, railway sidings, telegraph, telephone and wireless lines and equipment ; warehouse and loading and unloading machinery and apparatus the whole subject to general laws applicable to the same ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To construct, acquire, hold and operate any waterworks, water power and electrical systems for the purpose of aiding the exploitation of the property business of the company with the right to sell or otherwise dispose of the same in whole or in part as well as the product of the same in favor of any other person, corporation, company or firm, on complying with any provincial or municipal law or regulation applicable thereto the said business as far as electricity is concerned to be carried on in the district of Terrebonne ;

Construire, aider au moyen d'avances à la construction et à l'entretien de routes, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et d'accroître sa valeur ;

Bâtir, acquérir par achat, bail ou autrement, détenir et exploiter une fabrique, une scierie et une manufacture, acheter, vendre et trafiquer du bois ouvré ou non ouvré ;

Agir comme boutiquiers généraux, fournir la nourriture et l'abri, le vêtement et les vivres, et généralement toutes provisions aux personnes travaillant ou sur le point de travailler, faire des contrats relatifs à ces fournitures ;

Construire des résidences et d'autres bâtiments sur lesdits immeubles, à l'usage de ses employés, consentir des avances au moyen de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie, pour fins de construction ou d'autres améliorations ;

Acquérir par achat, détenir, transférer, vendre les actions, les parts, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie exerçant une industrie entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie et en disposer ;

Acquérir et détenir des affaires, franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, parts, effets et autres droits appartenant à aucune personne, corporation, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie ;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des débentures, obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'immeubles, meubles, droits ou d'autres biens acquis par la compagnie, en vertu d'aucun titre, comme rémunération pour services rendus ou à être rendus à la compagnie d'aucune manière quelconque ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, ou autrement en disposer, s'amalgamer avec aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce à celui de la compagnie aux termes et conditions estimés convenables, et en paiement du prix accepter de l'argent, au lieu de l'argent, des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune telle corporation, personne, compagnie ou firme ;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débentures, comptes ou les autres valeurs d'autres compagnies et appartenant à la compagnie, ou dont cette dernière peut disposer, sous le nom de "Silico, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$550,000.00.

Ledit capital sera partagé en cinq mille cinq cents parts de \$100.00 chacune, dont deux mille parts seront du capital de priorité et comporteront des dividendes, à même les recettes nettes, avant paiement de dividendes sur les autres parts, jusqu'à concurrence de huit pour cent par année, sur la valeur d'icelles, et, advenant distribution de l'actif de la compagnie dissoute ou vente d'icelui, lesdites deux mille actions auront droit d'être préférées à toutes autres parts du capital de ladite compagnie, jusqu'à leur valeur au pair, avec les dividendes accrus

To construct or aid by way of advances the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value ;

To build, acquire by purchase, lease or otherwise, hold and operate a factory and sawmill and manufacture, purchase, sell and deal in rough or prepared lumber ;

To act as general storekeepers and provide board and lodging, clothing and provisions, and generally all supplies to those engaged in or about any of the company's work, and to contract for the providing of the same ;

To erect dwelling houses and other buildings on the said immovable for the use of its employees, to make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the immovables of the company for building purposes or other improvements ;

To acquire by purchase, hold, convey, sell the shares, stock, debentures or securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of this company and dispose of same ;

To acquire and hold any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, immovables, stocks, goods and other rights belonging to any person, corporation, firm or company carrying on a similar business to that of the company ;

To issue paid up and non assessable shares, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part of payment for any immovables, moveables, rights or other property acquired by the company, under any title, or for remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever ;

To sell, lease the undertaking of the company or any part of same for such consideration as the company may deem fit, or otherwise dispose of same, or amalgamate with any person, firm or corporation doing a similar business to that of the company on the terms and conditions that may be deemed fit, and in payment for the consideration of same, to accept cash or instead of cash, paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any such corporation, person, company or firm ;

To invest and do business with the money of the company not immediately required in the manner that may be determined from time to time ;

To distribute among the share-holders of the company any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, accounts or other securities of other companies belonging to the company or of which the latter may have the power to dispose of, under the name of "Silico, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$550,000.00.

The said stock is to be divided into five thousand five hundred shares of \$100.00 each, of which two thousand shares are to be preference stock and entitled to dividends out of net earnings before dividends are paid upon any other shares to the extent of eight per centum per annum upon the par value thereof, and in any distribution of the assets of said company upon dissolution or sale thereof, said two thousand shares shall, up to the par value thereof, together with and accrued unpaid dividends cumulated at the said rate, be entitled to a preference over

non payés audit taux ; mais ledit capital de priorité peut être retiré ou racheté en tout ou en partie par ladite compagnie par résolution de son conseil d'administration, à aucune date de dividende, pour lesdits retrait ou rachat se faire au pair plus une prime de dix piastres (\$10.00) pour chacune desdites actions privilégiées. On déterminera par tirage les parts ainsi rachetées, au cas où elle ne seront pas tous rachetées en même temps.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

1703

C.-J. SIMARD.

all other shares of stock of said company ; but said preference stock may be retired or redeemed in whole or in part by said company by resolution of its board of directors on any dividend date such retiring or redemption to be at par plus a premium of ten dollars (\$10.00) upon each of the said preference shares of stock, the shares so redeemed to be determined by drawing of lots, in case they are not all redeemed at the same time.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1704

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

951-20

Québec, 20 avril 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Catherine-de-Hatley, comté de Stanstead, les lots Nos 28 et 29 du rang 8, le lot No 27 du rang 7, tous du canton de Stanstead ; le lot No 1448 du canton de Hatley ; le lot No 4-E du rang 11 du canton de Magog, ci-devant de Hatley, et de les annexer à la municipalité scolaire de Magog, canton, même comté.

1671

951-20.

Quebec, 20th April, 1921.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 27th of November, 1920, to detach from the school municipality of Sainte-Catherine-de-Hatley, county of Stanstead, the lots Nos. 28 and 29 of range 8, the lot No. 27 of range 7, all of the township of Stanstead ; the lot No. 1448 of the township of Hatley ; the lot No. 4-E of range 11 of the township of Magog, heretofore Hatley, and to annex them to the school municipality of Magog, township, same county.

1672

159-21.

Québec, 4 mai 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 2 mai 1921, de détacher de la municipalité scolaire de L'Ange-Gardien, comté de Labelle, les lots Nos 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 3c, 3d, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g, 4h, 4i, 4j du rang 2 ; les lots Nos 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c du rang 3 ; les lots Nos 1 et 2, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 5 et 6 du rang 4 ; les lots Nos 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a, 5c, 6 et 7b du rang 5 ; les lots Nos 1a, 1b, 1c, 1d, 2a, 2b, 3 et 4b du rang 6, tous du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Cousineau.

Cette érection ne prendra effet que le premier juillet 1921.

1673

159-21.

Quebec, 4th May, 1921.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council, dated the 2nd of May, 1921, to detach from the school municipality of L'Ange-Gardien, county of Labelle, the lots Nos 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 3c, 3d, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g, 4h, 4i, 4j of range 2 ; the lots Nos 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c of range 3 ; the lots Nos 1 and 2, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 5 and 6 of range 4 ; the lots Nos 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a, 5c, 6 and 7b of range 5 ; the lots Nos. 1a, 1b, 1c, 1d, 2a, 2b, 3 and 4b of range 6, all of the official cadastre of the parish of L'Ange-Gardien, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of 'Cousineau'.

This erection shall only take effect on the first of July, 1921.

1674

413-21.

Québec, 4 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté de Nicolet, les lots Nos 445, P. 446, 447, P. 448, 477, 490, 492 et P. 493 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, situés sur le côté nord du chemin du cinquième rang de la seigneurie de Lévrard, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Sophie-de-Lévrard, même comté.

1675—19-2

413-21.

Quebec, 4th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Cécile-de-Lévrard, county of Nicolet, the lots Nos 445, P. 446, 447, P. 448, 477, 490, 492 and P. 493 of the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, situated on the north side of the road of the fifth range of the seigniorie of Lévrard, and to annex all the above territory to the school municipality of Sainte-Sophie-de-Lévrard, same county.

1617—99-2

2518-20.

Québec, 4 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Durham-Sud, comté de Drummond, le lot (No 17 du rang 9 du canton de Durham) No 755 du cadastre officiel de la paroisse de Durham-Sud, et de l'annexer à la

2518-20.

Quebec, 4th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Durham South, county of Drummond, the lot (No 17 of range 9 of Durham township), No. 755 of the official cadastre of the parish of Durham South, and to annex

municipalité scolaire de Saint-Fulgence, No 1, même comté. 1677—19-2

it to the school municipality of Saint-Fulgence, No 1, same county. 1678—19-2

111-19.

Québec, 7 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Adolphe-de-Dudswell, comté de Wolfe, les lots Nos 23, 24 et 25 des rangs 6, 7 et 8, ainsi que les lots Nos 20 et 21 du rang 8 du canton de Dudswell et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Adolphe-de-Marbleton, même comté. 1711

111-19.

Quebec, 7th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Adolphe-de-Dudswell, county of Wolfe, the lots 23, 24 and 25 of ranges 6, 7 and 8, and the lots Nos 20 and 21 of range 8 of the township of Dudswell, and to annex them to the school municipality of Saint-Adolphe-de-Marbleton, same county. 1712—19-2

3452-16.

Québec, 7 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de L'Ange-Gardien, comté de Labelle, la moitié nord du lot No 7 du cinquième rang du canton de Templeton, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Templeton-Est, comté d'Ottawa. 1715—19-2

3452-16.

Quebec, May 7th, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of L'Ange-Gardien, county of Labelle, the north half of the lot No. 7 of the fifth range of the township of Templeton, and to annex the above territory to the school municipality of Templeton-East, county of Ottawa. 1716—19-2

377-21.

Quebec, 9 mai 1921.

Demande est faite de détacher :

1. De la municipalité scolaire de Eaton, comté de Compton, les lots Nos 1 à 14 inclusivement du rang 1 et 2 ; les lots 1 à 13 inclusivement des rangs 3 et 4 ; les lots Nos 1 à 15 inclusivement du rang 5, tous du canton de Eaton ;

2. De la municipalité scolaire de Sawerville, village, comté de Compton, les lots Nos 1, 2, 3 et 4 des rangs 7, 8, 9, 10 et 11 du canton de Newport ;

3. De la municipalité scolaire de Clifton, les lots Nos 24 à 28 inclusivement des rangs 2, 3 et 4 du canton de Clifton, même comté, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire, pour les catholiques seulement, sous le nom de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire. 1713—19-2

377-21.

Quebec, May 9th, 1921.

Application is made to detach :

1. From the school municipality of Eaton, county of Compton, the lots Nos 1 to 14 inclusively of range 1 and 2 ; the lots 1 to 13 inclusively of ranges 3 and 4 ; the lots Nos 1 to 15 inclusively of range 5, all of the township of Eaton ;

2. From the school municipality of Sawerville village, county of Compton, the lots Nos 1, 2, 3 and 4 of ranges 7, 8, 9, 10 and 11 of the township of Newport ;

3. From the school municipality of Clifton, the lots Nos 24 to 28 inclusively of ranges 2, 3 and 4 of the township of Clifton, same county, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, for Catholics only, under the name of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire. 1714—19-2

311-21.

Québec, 10 mai 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu d'un arrêté ministériel en date du 7 mai 1921, de détacher de la municipalité scolaire catholique de Métis, comté de Matane, la partie sud des lots Nos 165 et 167 ; bornée au nord par le chemin de fer I. C. R., comprenant $3\frac{1}{2}$ arpents sur 5 ; la partie sud du lot No 168, bornée au nord par le chemin de fer I. C. R., comprenant 1 arpent, 4 perches et 7 pieds, sur 5 arpents, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Octave, même comté. 1707

311-21.

Quebec, May 10th, 1921.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 7th of May, 1921, to detach from the catholic school municipality of Métis, county of Matane, the south part of the lots Nos. 165 and 167 ; bounded on the north by the I. C. Railway, comprising $3\frac{1}{2}$ arpents by 5 ; the south part of lot No. 168 ; bounded on the north by the I. C. Railway, comprising 1 arpent, 4 perches and 7 feet by 5 arpents, and to annex all the above territory to the school municipality of Saint-Octave, same county. 1708

860-20.

Québec, 10 mai 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 mai 1921, de détacher de la municipalité scolaire de Lotbinière, paroisse, les lots Nos 587 à 606 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Edouard, même comté.

Cette annexion ne prendra effet que le premier juillet 1921. 1709

860-20.

Quebec, May 10th, 1921.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in Council dated the 7th of May, 1921, to detach from the school municipality of Lotbinière, parish, the lots Nos 587 to 606 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Louis-de-Lotbinière, and to annex them to the school municipality of Saint-Edouard, same county.

The above annexation shall take effect on the first of July, 1921. 1710

204-21.

Québec, 10 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Béatrice, comté de Joliette, les lots Nos 304, 305, et 306 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Béatrice (seigneur-

204-21.

Quebec, May 10th, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Beatrice, county of Joliette the lots Nos 304, 305, and 306 of the official cadastre of the parish of Ste-Beatrice (Seignory

rie d'Ailboust), et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Rodriguez, même comté.

1717—19-2

d'Ailboust) and to annex them to the school municipality of Saint-Alphonse-de-Rodriguez, same county.

1718—19-2

2566-20

Québec, 27 avril 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles, paroisse, comté de Rouville, les lots Nos 272, 273 et 281 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Hilaire, paroisse, même comté. 1597—18-2

2566-20

Quebec, 27th April, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Charles, parish, county of Rouville, the lots Nos. 272, 273 and 281 of the official cadastre of the parish of Saint-Charles and to annex them to the school municipality of Saint-Hilaire, parish, same county. 1598—18-2

1256-20

Québec, 27 avril 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, les lots Nos 1 à 61, inclusivement, ainsi que la partie appartenant à M. François Meunier, (partie prise sur les lots Nos 142, 144 et 144) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canrobert". 1599—18-2

1256-20

Quebec, 27th April, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of L'Ange-Gardien, county of Rouville, the lots Nos. 1 to 61, inclusively, and also that part belonging to Mr. François Meunier (part taken from the lots Nos. 142, 143 and 144) of the official cadastre of the parish of L'Ange-Gardien and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of "Canrobert". 1600—18-2

2085-15

Québec, 30 avril 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Île-du-Pas, comté de Berthier, les lots Nos 441, 442, 443 et 444 du cadastre officiel de la paroisse de l'Île-du-Pas et de les annexer à celle de La-Vérandrye, même comté. 1655—18-2

2085-15

Quebec, 30th April, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of l'Île du Pas, county of Berthier, the lots Nos. 441, 442, 443 and 444, of the official cadastre of the parish of l'Île du Pas and to annex them to that of La Vérandrye, same county. 1656—18-2

1833-20

Québec, 4 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet, les lots Nos 168, 169, 179, 187, 190, 194, 195, 196, 197, 213, 217 et 218 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Cécile-de-Lévrard, même comté. 1657—18-2

1833-20

Quebec, 4th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre-les-Becquets, county of Nicolet, the lots Nos. 168, 169, 179, 187, 190, 194, 195, 196, 197, 213, 217 and 218 of the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, and to annex them to the school municipality of Sainte-Cécile-de-Lévrard, same county. 1658—18-2

380-21

Québec, 4 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Royal-Roussillon, comté de Témiscamingue, le rang 9 du canton de Poularis et de former de ce rang, avec les rangs 4, 5, 6, 7 et 8 du dit canton de Poularis qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée, une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Poularis. 1659—18-2

380-21

Quebec, 4th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Royal-Roussillon, county of Témiscamingue, the range 9 of the township of Poularis, and to form of this range, together with ranges 4, 5, 6, 7 and 8 of the said township of Poularis which form no part of any organized school municipality, a distinct school municipality, under the name of Poularis. 1660—18-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES ET DE CONCESSION FORESTIERE.

LEASING OF A WATER POWER AND TIMBER LIMIT.

Avis est par les présentes donné que le mercredi, 3 août 1921, à 10.30 heures a. m., dans la salle de vente du département des terres et forêts, à Québec, nous affermerons à l'enchère :

Notice is hereby given that on Wednesday, 3rd August, 1921, at 10.30 a. m., in the sales room of the Department of Lands and Forests, at Quebec, the following will be offered on lease at public auction :

1. Certaines forces hydrauliques sur la rivière aux Outardes, dans le comté de Saguenay, d'une puissance d'environ 50,000 chevaux ;
2. Une concession forestière d'une superficie de 3,000 milles carrés dans le bassin de la rivière aux Outardes.

1. A water power site on the Outardes river, county of Saguenay, of about 50,000 H. P. capacity ;
2. A timber limit, 3,000 square miles in area, situated in the Outardes river watershed.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au département des terres et forêts, à Québec.

Le ministre,
1621—18-13 HONORE MERCIER.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Hull, P.Q., 5 juillet 1921,
Chicoutimi, P.Q., 12 juillet 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay-Mills) 19 juillet 1921.

Québec, 16 août 1921,
pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs des bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible et payable d'avance.

Le sous-ministre des terres et forêts,
ELZ.-MIVILLE DECHENE.
Québec, 12 avril 1921. 1301—15-18

PROVINCE DE QUÉBEC

Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière

Avis est par les présentes donné que le mercredi 1er juin 1921, à 10.30 a.m. dans la salle de vente du Département des terres et forêts, en cette ville, nous affermerons à l'enchère :

1. Certaines forces hydrauliques sur les rivières Mégiscane et Bell, dans le comté de Témiscamingue ;

2. Une concession forestière d'une superficie de 400 milles carrés dans les cantons projetés de Louvicourt, Marrias, Tiblémont et Vauquelin, dans la partie supérieure du bassin de la rivière Bell.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au Département des terres et forêts, Québec.

Le sous-ministre des terres et forêts,
411—5-17 ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Dame Valérie Authier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Robert, de la cité et du district de Montréal et actuellement à Granby, autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Jean-Baptiste Robert, de la cité et du district de Montréal, actuellement à Granby, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 avril 1921.

Montréal, 29 avril 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1593—18-5 A.-P. MATHIEU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3310.

Dame Rosa Noreau, épouse de Herman Gadbois, peintre, des cité et district de Montréal,

Fur fuller details and informations, please apply to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

1622—18-13 HONORE MERCIER,
Minister.

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at :

Hull, P.Q., July 5th, 1921,
Chicoutimi, P.Q., July 12th, 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay-Mills) July 19th, 1921,
Quebec, August 16th, 1921,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted and payable in advance.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands and Forests.
Quebec, 12th April, 1921. 1302—15-18

PROVINCE OF QUEBEC.

Loan of water-powers and timber limit

Notice is hereby given that on Wednesday, 1st June, 1921, at 10.30 A.M., in the sale room of the Department of Lands and Forests, in this town, the following will be offered at auction :

1. Certain water powers on the rivers Megiscane and Bell, in the county of Temiscaming ;

2. A timber limit of 400 square miles in area in the projected township of Louvicourt, Marrias, Tiblémont and Vauquelin, in the upper part of the valley of Bell river.

For further particulars, apply to the Department of Lands and Forests, Quebec.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,
412—5-17 Deputy-minister of Lands and Forests.

Actions for separation as to property

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

Dame Valérie Authier, of the city and district of Montreal, wife of Jean-Baptiste Robert, of the city and district of Montreal and presently of Granby, authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Jean-Baptiste Robert, of the city and district of Montreal, presently of Granby, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 12th April, 1921.

Montreal, 29th April, 1921.

A.-P. MATHIEU,
1594—18-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3310.

Dame Rosa Noreau, wife of Herman Gadbois, painter, of the city and district of Montreal,

demanderesse ; vs ledit Herman Gadbois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 avril 1921.

Montréal, 28 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
LAMOTHE, GADBOIS &
1595—18-5 CHARBONNEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2511.

Dame Evéline Prud'homme, de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Louis-Jasmin, bourgeois, du même lieu, et dûment autorisée par jugement de cette Cour aux fins des présentes, demanderesse ; vs ledit Louis Jasmin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 27 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
GEOFFRION, GEOFFRION &
1641—18-5 PRUD'HOMME.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1051.

Dame Golda Klein, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Marcu Herseu *alias* Herscovici, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs Joseph Marcu Herseu *alias* Herscovici, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Les procureurs de la demanderesse,
POPLIGER & ROBINSON.

Montréal, 21 avril 1921. 1479

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 751.

Dame Blanche Richard, épouse commune en biens de Adélard Legault, journalier de L'Ascension, district de Montcalm, demanderesse ; vs ledit Adélard Legault, du même lieu défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, ce jour.

Mont-Laurier, 21 avril 1921.

Le protonotaire de la Cour supérieure
du district de Montcalm.
R. ROBERT.

Vraie copie,

L'avocat de la demanderesse,
WILFRID LALONDE. 1485—17-5

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2259.

Virginie Rousseau, de Québec, épouse de Alfred-Trefflé Drouin, du même lieu, peintre, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Alfred-Trefflé Drouin, de Québec, peintre, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Quebec, 19 avril 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1495—17-5 F.-O. DROUIN, C. R.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7126.

Dame Fabiola Leclerc, épouse commune en biens de Edouard Bérubé, commerçant, de la paroisse de Val-Brillant, dit district, dûment auto-

plaintiff ; vs the said Herman Gadbois, defendant

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 25th of April, 1921.

Montreal, 28th April, 1921.

LAMOTHE, GADBOIS &
1596—18-5 CHARBONNEAU,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2511.

Dame Evéline Prud'homme, of the town of Saint-Laurent, in the district of Montreal, wife common as to property of Louis Jasmin, of the same place, gentleman, and duly authorized by judgment of said Court for the purposes hereof, plaintiff ; vs the said Louis Jasmin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against the defendant.

Montreal, 27th April, 1921.

GEOFFRION, GEOFFRION &
1642—18-5 PRUD'HOMME,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1051.

Dame Golda Klein, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Joseph-Marcu Herseu *alias* Herscovici, merchant, of the same place, plaintiff ; vs Joseph Marcu Herseu *alias* Herscovici, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

POPLIGER & ROBINSON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st April, 1921.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 751.

Dame Blanche Richard, wife common as to property of Adélard Legault, laborer, of L'Ascension, district of Montcalm, plaintiff ; vs the said Adélard Legault, of the same place, defendant.

An action for separation of property has been taken, this day, by the plaintiff against the defendant.

Mont-Laurier, 21st April, 1921.

R. ROBERT,
Prothonotary of the Superior Court of the
district of Montcalm.

True copy,

WILFRID LALONDE.
Attorney for plaintiff. 1486—17-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2259.

Virginie Rousseau, of Quebec, wife of Alfred-Trefflé Drouin, of Quebec, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs Alfred-Trefflé Drouin, of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.
Quebec, 19th April, 1921.

F.-O. DROUIN, C. R.,
1496—17-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7126.

Dame Fabiola Leclerc, wife common as to property of Edouard Bérubé, merchant, of the parish of Val-Brillant, said district, duly author-

risée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre ledit Edouard Bérubé, défendeur.

Rimouski, 28 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1579—17-5 ASSELIN, ASSELIN & SIMARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2413.

Dame Laura Meunier, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Wilfrid Darcy, agent, du même lieu.

Une action en séparations de biens a été prise en cette cause.

Montréal, 5 avril 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1381—16-5 PIERRE ARBOUR.

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 1823.

Dame Marie-Louise Léonard, de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, épouse de Jules Labonté, cultivateur, demanderesse; vs ledit Jules Labonté, de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, cultivateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 9 avril 1921.

Sainte-Scholastique, 16 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
PILON, GEOFFRION & PICHE.
1393—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 469.

Dame Yvonne Desgrosseillers, épouse commune en biens de J.-Horace Drouin, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs J.-Horace Drouin, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le septième jour d'avril 1921.

Montréal, 16 avril 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1395—16-5 M^{re} A. LEBLANC.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5004.

Dame Eva Benoit, épouse commune en biens de Napoléon Nantel, du même lieu, menuisier, demanderesse; vs ledit Napoléon Nantel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le sixième jour d'avril mil neuf cent vingt-un.

Montréal, 15 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
ROBILLARD, JULIEN & ALLARD.
1397—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 578.

Dame Dorila Savaria, de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Paul Héroux, est dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Paul Héroux, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 16 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1427—16-5 TRUDEAU & GUERIN.

ized à ester en justice, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Edouard Bérubé, defendant.

Rimouski, 28th April, 1921.

ASSELIN, ASSELIN & SIMARD,
1580—17-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2413.

Dame Laura Meunier, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Wilfrid Darcy, agent, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, 5th April, 1921.

PIERRE ARBOUR,
1382—16-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 1823.

Marie-Louise Léonard, of Saint-Jovite, county of Terrebonne, wife of Jules Labonté, of the same place, plaintiff; vs the said Jules Labonté, farmer, of Saint-Jovite, county of Terrebonne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 9th day of April, 1921.

Sainte-Scholastique, 16th April, 1921.

PILON, GEOFFRION & PICHE,
1394—16-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 469.

Dame Yvonne Desgrosseillers, wife common as to property of J.-Horace Drouin, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs J.-Horace Drouin, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the seventh day of April, 1921.

Montreal, 16th day of April, 1921.

M^{re} A. LEBLANC,
1396—16-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5004.

Dame Eva Benoit, wife common as to property of Napoléon Nantel, of the same place, joiner, plaintiff; vs the said Napoléon Nantel, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the sixth day of April, one thousand nine hundred and twenty one.

Montreal, 15th April, 1921.

ROBILLARD, JULIEN & ALLARD,
1398—16-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 578.

Dame Dorila Savaria, of Montreal, district of Montreal, wife separated as to property of Paul Héroux, is duly authorized à ester en justice, plaintiff; vs Paul Héroux, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been issued to-day against the defendant.

Montreal, 16th April, 1921.

TRUDEAU & GUERIN,
1428—16-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7119.

Dame Alphonsine Larrivée, de Sainte-Flavie, épouse commune en biens de Eugène Tremblay, journalier, autrefois du même lieu, et maintenant absent de la province de Québec, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre ledit Eugène Tremblay, défendeur.

Rimouski, 19 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
ASSELIN, ASSELIN & SIMARD.
1451—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5035.

Parmelia Gauthier, épouse de J.-A. Favreau, commis, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs J.-Alfred Favreau, commis, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ième jour d'avril 1921.

Montréal, 15 avril 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1453—16-5 G. LAMONTAGNE.

Dans la Cour supérieure, district de Montréal, province de Québec, No 2392.

Dame Fanny Abramovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Yanofsky, marchand, dûment autorisée par jugement de cette Cour aux fins des présentes, demanderesse ; vs Max Yanosky, du même lieu, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 6 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
COHEN, GENDREAU & BERNSTEIN.
1273—15-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3195.

Dame Zoé Thibault, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Georges DeCotret, inspecteur de bouilloires, du même lieu, demanderesse ; vs ledit Georges DeCotret, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ième jour d'avril 1921.

Montréal, 11 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1299—15-5 FOREST, LALONDE & COFFIN.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 125.

Le vingt-troisième jour de mars 1921.

Devant MM. Leonard & Bachand, P.C.S.

Dame Césarie Goulet, de la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, épouse de Stanislas Poulin, du même lieu, hôtelier, demanderesse ; vs Stanislas Poulin, de la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, hôtelier, défendeur.

Il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois, dans une action en séparation de biens.

Les P.C.S.,
LEONARD & BACHAND.

Vraie copie.

Le procureur de la demanderesse,
1319—15-5 C.-C. CABANA.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7119.

Dame Alphonsine Larrivée, of Sainte-Flavie, wife common as to property of Eugène Tremblay, laborer, formerly of the same place, and now absent from the Province of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Eugène Tremblay, defendant.

Rimouski, 19th April, 1921.

ASSELIN, ASSELIN & SIMARD,
Attorneys for plaintiff.
1452—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5035.

Parmelia Gauthier, wife of J.-A. Favreau, of the city and district of Montreal, clerk, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs J.-Alfred Favreau, of the city and district of Montreal, clerk, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 14th of April, 1921.

Montreal, 15th April, 1921.

G. LAMONTAGNE,
Attorney for plaintiff.
1454—16-5

In the Superior Court for the district of Montreal, Province of Quebec, No. 2392.

Dame Fanny Abramovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Yanofsky, merchant, duly authorized by judgment of this Court for the purposes of these presents, plaintiff ; vs Max Yanosky, of the same place, merchant, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant.

Montreal, 6th April, 1921.

COHEN, GENDREAU & BERNSTEIN,
Attorneys for plaintiff.
1274—15-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3195.

Dame Zoé Thibault, of the city and the district of Montreal, wife common as to property of Georges DeCotret, boiler inspector, of the same place, plaintiff ; vs the said Georges DeCotret, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 2nd day of April, 1921.

Montreal, 11th April, 1921.

FOREST, LALONDE & COFFIN,
1300—15-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 125.

This twenty third day of March, 1921.

Before Messrs. Leonard & Bachand, P.S.C.

Dame Césarie Goulet, of the town of Mégantic, in the district of Saint Francis, wife of Stanislas Poulin, of the same place, hotel-keeper, plaintiff ; vs Stanislas Poulin, of the same place, defendant.

Defendant is ordered to appear within a month to answer to an action in separation as to property

LEONARD & BACHAND,
P.S.C.

True copy.

C.-C. CABANA,
1320—15-5 Attorney for plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district des Trois-Rivières,
Cour supérieure, No 463.

William *alias* Wellie Neault, contremaître,
des cité et district des Trois-Rivières, deman-
deur ; vs Marie-Anne Perron, du même lieu,
défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a
été intentée en cette cause le septième jour d'avril
1921.

Trois-Rivières, 7 avril 1921.

Les procureurs du demandeur,
1497—17-5 DUPLESSIS & LANGLOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour
supérieure, No 5081.

Dame Fabiola Dussault, de la cité et du dis-
trict de Montréal, épouse commune en biens de
Joseph Favreau, menuisier, demanderesse ; vs
ledit Joseph Favreau, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a
été intentée en cette cause le 25 avril 1921.

Montréal, 25 avril 1921.

Les procureurs de la demanderesse
BERARD, REILLY
1499—17-5 & BEAULIEU.

Province de Québec, district de Saint-François,
Cour supérieure.

Dame Merilda Pepin, de la ville de Lac Mégan-
tic, dans le district de Saint-François, épouse
commune en biens de Joseph Marcoux, du même
lieu, dit district, journalier, dûment autorisée à
ester en justice, demanderesse ; vs Joseph Mar-
coux, du même lieu, dit district, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens
a été intentée le 1er avril 1921.

Sherbrooke, 11 avril 1921.

Le procureur de la demanderesse,
1335—15-5 EMILE RIOUX.

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Three Rivers,
Superior Court, No. 463.

William *alias* Wellie Neault, foreman, of the
city and district of Three Rivers, plaintiff ; vs
Marie-Anne Perron, of the same place, defendant.

An action for separation as to bed and board
has been taken in this cause on the seventh day
of April, 1921.

Three Rivers, 7th April, 1921.

DUPLESSIS & LANGLOIS,
1498—17-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 5081.

Mrs Fabiola Dussault, of the city and district
of Montreal, wife common as to property of
Joseph Favreau, joiner, plaintiff ; vs the said
Joseph Favreau, defendant.

An action for separation as to bed and board
and property has been instituted on the 25th day
of April, 1921.

Montreal, 25th April 1921.

BERARD REILLY & BEAULIEU
1500—17-5 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis,
Superior Court.

Dame Merilda Pepin, of the town of Lake
Megantic, district of Saint Francis, wife common
as to property of Joseph Marcoux, of the same
place, said district, laborer, duly authorized to
ester en justice, plaintiff ; vs Joseph Marcoux, of
the same place, said district, defendant.

An action in separation as to bed and board has
been instituted the 1st of April, 1921.

Sherbrooke, 11th April, 1921.

EMILE RIOUX,
1336—15-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

Avis est par le présent donné que par arrêté
en date du 2 septembre 1920, il a plu au lieuten-
ant-gouverneur en Conseil que : les règlements
soumis par "Vail Neighbourhood Cemetery
Company", adoptés le 8 mars 1920, soient approu-
vés et que la vente d'un certain terrain formant
partie du lot No 322 du canton de Dunham, con-
sentie par Andrew Tibbits, le 18 septembre
1919, par acte passé devant Jules Côté, notaire,
No 3630 de ses minutes, lequel terrain, approuvé
par le conseil supérieur d'hygiène, doit être
employé par la susdite compagnie à l'agrandis-
sement du cimetière déjà existant, soit confirmée.

Avis est aussi donné que copie de tel arrêté en
Conseil ainsi que ledit acte de vente ont été enre-
gistrés au bureau d'enregistrement du comté de
Missisquoi, district de Bedford, ce neuvième
jour d'octobre 1920, dans le registre C, volume 3,
sous le numéro 759.

Donné conformément aux dispositions de
l'article 6824 S. R. Q., 1909, ce dixième jour de
mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1725 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notice

Notice is hereby given that by Order-in-
Council dated the 2nd September, 1920, His
Honor the Lieutenant Governor has been pleased
that : the by-laws submitted by the "Vail
Neighbourhood Cemetery Company", adopted
on the 8th March, 1920, be approved and
the sale of a certain lot of land forming part
of the lot No. 322 of the township of Dunham,
executed by Andrew Tibbits, on the 18th
September, 1919, by deed passed before Jules
Côté, notary, No. 3630 of his minutes, which
lot of land, approved by the superior board of
health, to be employed by the aforesaid com-
pany for the enlargement of the already existing
cemetery, be confirmed.

Notice is also given that copy of said Order
in Council and also of the said deed of sale have
been registered in the registry office of the
county of Missisquoi, district of Bedford, on the
ninth day of October, 1920, in register C, volume
3, under the No. 759.

Given in conformity with the provisions of
article 6824 R. S. Q., 1909, this tenth day of
May, 1921.

C.-J. SIMARD,
1726 Assistant Provincial Secretary.

Bureau-chef

Head Office.

Avis est donné que la compagnie "Eugène Falardeau, limitée", constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du quatre mars dernier (1921), enregistrées au bureau du registraire de la province, le sept du même mois, Libro 103, folio 8, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro cent quarante-un (141) de la rue Dorchester.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce onzième jour du mois de mai 1921.

Le secrétaire-trésorier-gérant.

1723

J.-P. MORNEAU.

Notice is hereby given that the company "Eugène Falardeau, limitée", incorporated under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, by letters patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec dated the fourth of March last, 1921, registered at the registrar's office of the Province, on the seventh of the same month, Libro 103, folio 8, and having its principal office in the city of Quebec, has established its office at number one hundred and forty one (141) Dorchester street.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Quebec, this eleventh day of the month of May, 1921.

J.-P. MORNEAU,

1724

Secretary treasurer and manager.

Chartes—abandon de :

Charters—Surrender of :

Province de Québec, district de Montréal.
"Acme Shu Pak Company", compagnie constituée en corporation sous l'autorité des Statuts de la province de Québec, en date du dix juin 1912, dûment autorisée aux présentes.

Avis est par le présent donné qu'elle se propose de solliciter, le ou après le vingt-cinq mai 1921, du lieutenant-gouverneur en Conseil ou d'une autre autorité, l'autorisation de renoncer à sa charte, de l'annuler et de parfaire la dissolution de la compagnie.

Montréal, 11 mai 1921.

Le secrétaire,

1731

A. LEPINE.

Province of Quebec, district of Montreal.
"Acme Shu Pak Company", a company incorporated under the Statutes of the Province of Quebec, under date the tenth day of June, 1912, hereunto duly authorized.

Notice is hereby given that it intends on and after the twenty fifth day of May, 1921, to apply to the Lieutenant Governor in Council or other authority for permission to surrender its charter and to cancel the same, and complete the dissolution of the company.

Montreal, 11th May, 1921.

A. LEPINE,

1732

Secretary.

Province de Québec, district de Montréal.
"Acme Tanning Company, Limited", compagnie constituée en corporation sous l'autorité des Statuts de la province de Québec, le vingt-deux mai 1913, dûment autorisée aux présentes.

Avis est par le présent donné qu'elle se propose de solliciter, le ou après le vingt-cinq mai 1921, du lieutenant-gouverneur en Conseil ou d'une autre autorité, l'autorisation de renoncer à sa charte, de l'annuler et de parfaire la dissolution de la compagnie.

Montréal, 11 mai 1921.

Le secrétaire,

1733

A. LEPINE.

Province of Quebec, district of Montreal.
"Acme Tanning Company, Limited", a company incorporated under the Statutes of the Province of Quebec, under date the twenty second day of May, 1913, hereunto duly authorized.

Notice is hereby given that it intends on and after the twenty fifth day of May, 1921, to apply to the Lieutenant Governor in Council or other authority for permission to surrender its charter and to cancel the same, and complete the dissolution of the company.

Montreal, 11th May, 1921.

A. LEPINE,

1734

Secretary.

ERRATUM

ERRATUM

Re: La compagnie "Timiskaming Pulp and Paper Company, Limited".

A la page 1042 de la *Gazette officielle*, du 7 mai 1921, aux numéros 1627-28, lisez : "Timiskaming Pulp and Paper Company, Limited", au lieu de "Temiscaming Pulp and Paper Company, Limited".

1699

Re: The "Timiskaming Pulp and Paper Company, Limited".

Page 1042, of the *Official Gazette* of the 7th May, 1921, at numbers 1627-28, read : "Timiskaming Pulp and Paper Company, Limited", instead of "Temiscaming Pulp and Paper Company, Limited".

1700

Faillite—avis de

Bankrupt Notice

Province de Québec, district de Saint-François,
Cour supérieure, No 35.

In re : Paul Abran, failli ; et Harrison-A. Demers, curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à mon bureau le 31 mai courant 1921, à moins de contestation d'icelui.

Fait à Montréal, ce 6 mai 1921.

Le curateur,
1681 HARRISON-A. DEMERS.

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Terrebonne,
Cour supérieure, No 31.

Dans l'affaire de "St. Catherine Road Land Company", en liquidation.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai 1921, date à laquelle le dividende sera payable à mon bureau, à Montréal.

Le curateur,
Montréal, 2 mai 1921. J.-G. DUHAMEL. 1687

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure. Dans l'affaire de Adélar Plourde & Cie, marchands, Métabetchouan, insolubles.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 2 juin prochain.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 3 juin 1921.

Le curateur,
Bureau : 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship lines, Ltd.
Québec, 12 mai 1921. J.-P.-E. GAGNON. 1721

Province of Quebec, district of Saint Francis,
Superior Court, No. 35.

In re : Paul Abran, insolvent ; and Harrison-A. Demers, curator.

A first and last dividend sheet has been prepared in this affair and will be payable at my office on the 31st of May next 1921, except if contested.

Done at Montreal, this 6th May, 1921.

HARRISON-A. DEMERS,
1682 Curator.

Under Liquidation Act.

Province of Quebec, district of Terrebonne,
Superior Court, No. 31.

In the matter of St. Catherine Road Land Company, in liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared in the above matter which will be open to objection until the 25th day of May, 1921, on which date the dividend will be payable at my office, in Montreal.

J.-G. DUHAMEL,
Montreal, 2nd May, 1921. Curator. 1688

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court. In the matter of Adélar Plourde & Co., merchants, Metabetchouan, insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in the above matter and is open to objection till the 2nd of June next.

This dividend will be payable at my office on or after the 3rd of June, 1921.

J.-P.-E. GAGNON,
Office : 44 Dalhousie street,
Canada Steamship lines, Ltd., bldg.
Quebec, 12th May, 1921. Curator. 1722

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 12 mai 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. L.-de Gonzague Crépeau, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Georges-Est, comté et district de Beauce, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Louis Moisan et Jean-Joseph Lavoie, en leur vivant notaires, de Saint-Georges, dans le district d Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
1735—19-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 21 avril 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. John Mulcair, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Paul-S Conroy, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la Province,
1467—16-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 12th May, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. L.-de Gonzague Crépeau, notary, residing and practicing at Saint-Georges-East, county and district of Beauce, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Louis Moisan and Jean-Joseph Lavoie, in their lifetime notaries, of Saint-Georges East, in the district of Beauce.

C.-J. SIMARD,
1736—19-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, 21st April, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by John Mulcair, esquire, notary, residing and practising in the city of Montreal, whereby he prays for the transfer of the minutes, repertory and index of the late Paul-S. Conroy, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
1468—16-5 Assistant Provincial Secretary.

Ventes par encan

Auction Sales

VENTE A L'ENCHERE DU LIQUIDATEUR.

LIQUIDATOR'S SALE BY AUCTION.

En vertu de la loi des liquidations et de ses amendements.

Under the Winding Up Act and amendments.

Dans l'affaire de Westmount City Dairies, Limited, en liquidation ; et Leonard Kent, liquidateur.

In the matter of Westmount City Dairies, Limited, in liquidation ; and Leonard Kent, liquidator.

Avis est aux présentes donné que le VINGT-QUATRIEME jour de JUIN, à ONZE heures de l'avant-midi, dans les salles d'enchères des soussignés, Praser Bros., No 453 rue Saint-Jacques, Montréal, une vente à l'enchère publique aura lieu de toute la propriété mobilière et immobilière de la "Westmount City Dairies, Limited", en vertu de deux jugements rendus le 30 mars 1921, par la Cour supérieure du district de Montréal (Hon. juge Surveyer), lesdites propriétés ci-dessus mentionnées avec les conditions de vente :

Notice is hereby given that on the TWENTY FOURTH day of JUNE, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the auction rooms of the undersigned, Praser Bros., No. 453 Saint James street, Montreal, a sale by public auction will be held of all the property, moveable and immovable of "Westmount City Dairies, Limited", under and by virtue of two judgments rendered on the 30th day of March, 1921, by the Superior Court for the district of Montreal, (Hon. Mr Justice Surveyer), the said properties and conditions of sale being hereinafter stated :

*Immeubles**Immoveables*

1. Les fermes sises dans la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil mesurant une étendue totale de quatre cents arpents, plus ou moins, composés des lots connus et désignés sous les numéros cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, seize cent cinq, seize cent six, seize cent sept, seize cent huit et seize cent neuf (132, 133, 134, 135, 136, 137, 1605, 1606, 1607, 1608 et 1609) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil—avec les bâtisses dessus construites ;

1. Those certain farms in the parish of Saint-Michel-de-Vaudreuil, containing a total area of four hundred arpents, more or less, composed of the lots known and designated as numbers one hundred and thirty-two, one hundred and thirty three, one hundred and thirty four, one hundred and thirty five, one hundred and thirty six, one hundred and thirty seven, sixteen hundred and five, sixteen hundred and six, sixteen hundred and seven, sixteen hundred and eight and sixteen hundred and nine (132, 133, 134, 135, 136, 137, 1605, 1606, 1607, 1608 and 1609) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Michel-de-Vaudreuil—with the buildings thereon erected ;

2. Le lot de terre situé dans la paroisse de Vaudreuil, dans ladite province, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, sous le numéro cent trente-un (131), mesurant environ cinq arpents en étendue, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec la maison et les autres bâtisses dessus construites.

2. That certain lot of land situate in the parish of Vaudreuil, in said Province, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, by the number one hundred and thirty one (131) containing about five arpents in superficies, more or less, without guarantee as to precise measurement,—with the house and other buildings thereon erected.

*Mobilier**Moveables*

46 vaches et génisses,
8 chevaux,
2 pores,
1 tracteur Sawyer Massey,
1 souffleur à maïs,
1 batteuse,
1 séparateur,
1 semoir,
2 buttoirs,
2 charrues pour tracteur,
2 charrues simples,
2 rateaux,
1 semoir,
2 herbes à disques,
1 lieuse à blé-d'inde,
2 lieuses,
2 faucheuses,
1 chargeur à foin,
1 épandeur d'engrais,
2 voitures à foin,
2 petits camions,
1 tombereau,
1 voiture promenade,
1 traîneau,

46 cows and heifers,
8 horses,
2 pigs,
1 Sawyer Massey tractor,
1 corn blower,
1 threshing mill,
1 divider,
1 seeder,
2 cultivators,
2 tractor pows,
2 single pows,
2 hay rakers,
1 root seeder,
2 Disc harrows,
1 corn cutter (binder),
2 grain binders,
2 hay cutters,
1 hay loader,
1 manure spreader,
2 hay racks (two boxes),
2 small lorries,
1 dump cart,
1 small buggy,
1 bug sleigh,

2 harnais doubles,
1 harnais voiture promenade,
1 harnais à tomberereau,
1 engin à gazoline (fixe),
1 2 c. v. dynamo, et divers outils de ferme, etc.

2 sets double harness,
1 set buggy harness,
1 dump cart harness,
1 gasoline engine (stationary),
1 2 h. p. dynamo and various small farm supplies, &c.

Vente en bloc.

Les biens immeubles et meubles précités seront vendus en bloc en même temps, et tous les enchérisseurs doivent faire une seule offre pour tout l'actif ci-dessus mentionné.

Sale en bloc

The above mentioned immoveable and moveable property will be sold *en bloc* at one and the same time, and all bidders will be required to make one bid for the whole of the assets above mentioned.

Conditions de vente.

a. Nulle offre ne sera reçue sans que l'enchérisseur ne déclare ses nom, qualité, occupation et résidence ;

b. Nulle offre ne sera faite par procuration à moins que l'enchérisseur ne produise avec son offre une autorisation écrite jugée suffisante et satisfaisante sous tous rapports par la personne qui préside la vente qui pourra rejeter toute offre non conforme aux présentes ;

c. On tiendra minutes des offres reçues ;

d. Chaque enchère implique l'obligation d'acheter les biens aux prix de cette offre, sauf surenchère valide ;

e. L'officier présidant la vente exigera de chaque enchérisseur, avant acceptation de son offre, un dépôt de mille piastres (\$1,000) pour ladite propriété, et ce dépôt se fera en argent ou par chèque accepté ;

f. La vente de la propriété immobilière sera faite sujette et conformément aux dispositions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, et le liquidateur gardera possession de la propriété immobilière jusqu'à expiration des délais mentionnés dans les sections ci-haut ;

g. L'acheteur paiera cinquante pour cent du prix d'achat immédiatement sur adjudication, pour ledit montant être confisqué si la balance du prix d'achat n'est pas payée lors de l'exécution de l'acte de vente ;

h. L'acheteur paiera le coût et les frais de l'acte de vente, de l'enregistrement, de la copie dudit acte à l'usage du liquidateur. Ledit acte de vente pour être passé devant un notaire du choix du liquidateur ;

i. L'adjudication se fera en tout temps sans garantie du contenu de la propriété immobilière, mais cette adjudication transférera tous droits afférents qui compéaient à la compagnie, de même que toutes les servitudes actives y attachées, même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les présentes conditions ;

j. L'acheteur déclare par les présentes avoir examiné les immeubles décrits dans ladite résolution, la propriété mobilière de ladite compagnie, et les autres objets compris dans la présente vente et s'en trouver parfaitement satisfait ;

k. L'acheteur signera les présentes conditions immédiatement après adjudication, et cette signature comportera entière approbation de chacune des conditions y mentionnées ;

l. L'acheteur paiera, en sus du prix d'achat, sept pour cent (7%) de ce prix comme commission aux encanteurs, au liquidateur, et pour droits fiscaux ;

Conditions of sale.

a. No bid can be received unless the bidder declares his name, quality or occupation and residence ;

b. No bid can be made by procuration or attorney unless the person bidding produces with his bid an authorization in writing which is found to be sufficient and satisfactory in all respects by the person conducting the sale, who shall have power to reject every bid not in conformity herewith ;

c. Minutes shall be made of the bids received ;

d. Every bid implies an undertaking to buy the property at the price of such bid, subject to the condition that no higher valid bid will be taken ;

e. The officer conducting the sale must require from every bidder before he receives his bid, a deposit of one thousand dollars (\$1,000) in respect of said property, and such deposit must be made by cash or by certified cheque ;

f. The sale of the immoveable property will be made subject to and in accordance with the provision of articles 7552 and following of the Revised Statutes of Quebec, and the liquidator will retain possession of the immoveable property until the delays mentioned in the foregoing sections have expired ;

g. The purchaser shall pay fifty per cent (50%) of the purchase price immediately upon adjudication, said amount to be forfeited if the balance of the purchase price is not paid when the deed of sale is ready for signature ;

h. The purchaser shall pay all costs and fees of his deed of sale, and of the registration of same, as well as the cost of a copy of the said deed for the liquidator. The said deed of sale to be passed before a notary of the liquidator's own choice ;

i. Adjudication shall at all times be without warranty as to the contents of the immoveable property, but such adjudication shall transfer all the rights appertaining thereto, and which the company could have exercised, as well as all active servitudes attached thereto, even though such servitudes are not mentioned in the present conditions ;

j. The purchaser declares by these presents, having examined the immoveables described in the said resolution, the moveable property of the said company, and other things included in the present sale, and to be perfectly satisfied with the same ;

k. The purchaser shall sign the present conditions immediately after adjudication, and such signature shall imply his entire approval of each and every one of the conditions mentioned therein ;

l. The purchaser shall pay over and above the purchase price, seven per cent (7%) of such price as commission to the auctioneers, to the liquidator, and government duties ;

m. L'acheteur remboursera le liquidateur la proportion des prix d'assurances affectant lesdits immeubles, meubles et autres objets compris dans la présente vente, pour la période en cours sous lesdites primes, aussi la proportion des taxes, de la force motrice, etc.

Le liquidateur,
LEONARD KENT.

Les encanteurs,
FRASER BROS.

F.-GERALD TRITT, avocat, 83 Craig-Ouest. 1683

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, la compagnie de messageries "Dominion" vendra, à l'enchère publique, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, MERCREDI, le SIX JUILLET 1921, toutes consignations non réclamées détenues antérieurement au 1er juin 1921, dans les bureaux de la division Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
1629—18-6 T.-E. McDONNELL.

m. The purchaser shall reimburse the liquidator that proportion of the insurance premiums affecting the said immovables, moveables and other things included in the present sale, for the unexpired period covered by said premiums, also proportion of taxes, power, etc.

LEONARD KENT,
Liquidator.

FRASER BROS.
Auctioneers.

F.-GERALD TRITT, advocate, Craig-West. 1684

NOTICE OF SALE.

Public notice is hereby given that, under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company, will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on WEDNESDAY, SIXTH JULY, 1921, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1920, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1630—18-6. Vice president and gen. manager.

Ventes de Faillite

LA LOI DES FAILLITES

Dans l'affaire de : Joseph-Maltais, de Baie Saint-Paul, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI 1921, à DIX heures A.M., sera vendu par encan public, et conformément au paragraphe 3B de l'article 20, de la loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale, de Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, l'actif de cette faillite comme suit :

a. Un lopin de terre situé en la paroisse de Baie Saint-Paul, contenant environ trois arpents et trois quarts ($3\frac{3}{4}$) en superficie, connu et désigné comme faisant partie des lots Nos 702, 704, et 705 (sept cent deux, sept cent quatre et sept cent cinq) des plan et livre de renvois officiels du cadastre de la Baie Saint-Paul—avec le moulin dessus construit et toutes les machineries y contenues, circonstances et dépendances, ainsi qu'une résidence privée en construction, sauf à distraire l'emplacement réservé en faveur de M. Adam Simard, tel que clos actuellement et qui fait partie de l'immeuble sus-vendu, le tout appartenant à "The D'Auteuil Lumber Co., Ltd", en vertu d'un transport en date du 3 février 1920 ;

b. Un terrain pouvant contenir 12 arpents (douze) et (17) dix-sept perches en superficie, plus ou moins, et sans garantie de contenance, contenu et désigné sous les numéros six cent quatre-vingt-dix-neuf sept cents et sept cent dix-sept (699, 700 et 717) du cadastre officiel de la paroisse de la Baie Saint-Paul—avec grange dessus construite, circonstances et dépendances ;

c. Les droits de coupe que peut posséder le failli sur une terre située en la paroisse de la Baie Saint-Paul, rang Saint-Joseph, et portant les Nos quinze cent cinq, quinze cent six et quinze cent sept (1505, 1506 et 1507), du cadastre officiel de la dite paroisse ; le tout conformément

Bankruptcy Sales

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

In the matter of Joseph Maltais, of Baie Saint-Paul, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTEENTH MAY, 1921, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3B, of article 20 of the bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Baie Saint-Paul, county of Charlevoix, the assets of this estate, as follows :

a. A parcel of land situate in the parish of Baie Saint-Paul, containing about three arpents and three quarters ($3\frac{3}{4}$) in superficies, known and designated as forming part of the lots Nos. 702, 704 and 705 (seven hundred and two, seven hundred and four and seven hundred and five) of the official cadastral plan and book of reference of Baie Saint-Paul—with the mill thereon erected and all the machinery therein, circumstances and dependencies, together with a private residence under construction, save and to be deducted therefrom the emplacement reserved in favor of Mr. Adam Simard, as presently fenced in and which forms part of the immovable sold above the whole belonging to The D'Auteuil Lumber Co. Ltd., under a transfer dated the 3rd February, 1920 ;

b. A lot of land containing twelve (12) arpents and seventeen (17) perches in superficies, more or less, without warranty as to precise measurements contained and designated under the numbers six hundred and ninety nine, seven hundred and seven hundred and seventeen (699, 700 and 717) of the official cadastre of the parish of Baie Saint-Paul,—with the barn thereon erected, circumstances and dependencies ;

c. The rights to cut timber which the insolvent may hold on a land situate in the parish of Baie Saint-Paul, Saint-Joseph range and bearing the number fifteen hundred and five, fifteen hundred and six and fifteen hundred and seven (1505, 1506 and 1507) of the official cadastre of

à un acte par Arthur Boivin à Joseph Maltais, le 12 juin 1920 ;

d. Une terre pouvant contenir un (1) arpent huit (8) perches et neuf (9) pieds de front par dix-huit (18) arpents et cinq perches (5) de profondeur, plus ou moins sans garantie de contenance, désignée sous le No quinze cent onze (1511) du cadastre officiel de la paroisse de Baie Saint-Paul, rang Saint-Joseph ;

e. Un lot de terre portant le No 1510 (quinze cent dix) du cadastre officiel de la paroisse de la Baie Saint-Paul, rang Saint-Joseph ;

f. Un lot de terre portant le No quinze cent neuf (1509) du cadastre officiel de la paroisse de Baie Saint-Paul, rang Saint-Joseph ;

g. Un lot de terre portant le No 1508 (quinze cent huit) du cadastre officiel de la paroisse de Baie Saint-Paul, rang Saint-Joseph.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur. Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres ayant rapport aux propriétés peuvent être examinés à nos bureaux.

Cette vente est faite d'après l'article 20, paragraphe 3B de la loi des faillites, et qui équivaut à une vente au shérif.

Condition de paiement : Argent comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne.

(Edifice Bossé), Québec. 1323—15-5

said parish, the whole in accordance with a deed of sale by Arthur Boivin to Joseph Maltais, on the 12th June, 1920 ;

d. A land supposed to contain one (1) arpent, eight (8) perches, nine (9) feet in front by eighteen (18) arpents and five (5) perches in depth, more or less without warranty as to precise measurements, designated under the number fifteen hundred and eleven (1511) of the official cadastre of the parish of Baie Saint-Paul, Saint-Joseph range ;

e. A lot of land bearing the number fifteen hundred and ten (1510) of the official cadastre of the parish of Baie Saint-Paul, Saint-Joseph range ;

f. A lot of land bearing the number fifteen hundred and nine (1509) of the official cadastre of the parish of Baie Saint-Paul, Saint-Joseph range ;

g. A lot of land bearing the number fifteen hundred and eight (1508) of the official cadastre of the parish of Baie Saint-Paul, Saint-Joseph range.

Each item to be sold separately to the highest bidder. The certificate of the registrar and the titles to the properties may be seen at our offices.

The above sale is made pursuant to article 20, paragraph 3B, of the bankruptcy act and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale : Cash :

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized trustees.

Offices : 147 Mountain Hill street.

Bossé building, Quebec. 1324—15-5

LOI DE FAILLITE.

Province de Québec, district de Montréal.

Dans l'affaire de la succession Robert-F. Meredith, décédé, et John-J. Robson et Thomas-Yates Foster, tous deux des cité et district de Montréal, comptables et syndics, faisant affaires en société sous le nom de Robson & Foster, syndics autorisés.

Attendu qu'à une assemblée tenue par l'inspecteur de la succession Robert-F. Meredith, il a été proposé, secondé et unanimement décidé qu'il était dans l'intérêt de la succession que les immeubles du failli soient vendus à l'enchère publique, en vertu des dispositions de l'article 20, et plus spécialement des sous-sections 3A et B de la Loi de faillite ; avis public est par les présentes donné que les terres et tenements ci-dessous mentionnés, à savoir :

Certains terrains ou portions de terrain sis dans le village de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, connus et désignés comme subdivision lots numéros un et vingt-deux de la subdivision officielle de partie de lot originaire numéro quarante des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire (40-1 et 22) —avec les bâtisses dessus construites.

Seront vendus à l'enchère publique, sur les lieux, à Pointe-Claire, SAMEDI après-midi, le 4 JUIN 1921, à 3 heures p.m.

Les syndics autorisés,

ROBSON & FOSTER,

137, rue McGill.

CLAXTON, HARVEY & KER,

1547—18

Avocats de la succession.

BANKRUPTCY ACT.

Province of Quebec, district of Montreal.

In the matter of the estate of Robert-F. Meredith, deceased and John-J. Robson and Thomas-Yates Foster, both of the city and district of Montreal, accountants and trustees, carrying on business there in co-partnership as Robson & Foster, the authorized trustees.

Whereas at a meeting held by the inspector of the estate of Robert-F. Meredith, it was moved, seconded and unanimously resolved that it was in the interest of the estate that the bankrupt's real estate be sold by public auction under the provisions of article 20, and particularly subsections 3A and B of the Bankruptcy Act ; public notice is hereby given that the undermentioned lands and tenements, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate in the village of Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, in the county of Jacques-Cartier, known and designated as subdivision lots numbers one and twenty two of the official subdivision of part of the original lot number forty on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire (40-1 and 22)—with the buildings thereon erected.

Will be sold by public auction on the premises at Pointe-Claire, on SATURDAY afternoon, JUNE 4th, 1921, at 3.00 p.m.

ROBSON & FOSTER,

Authorized trustees,

137 McGill street.

CLAXTON, HARVEY & KER,

1548—18

Solicitors for estate.

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Saint-François, Superior Court, No. 827.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure pour le district de Saint-François, siégeant à Sherbrooke, dans ledit district, le neuvième jour de mars mil neuf cent vingt-un, dans une cause dans laquelle Anthime St. Denis, cultivateur, du township de Barford, dans le district de Saint-François, est demandeur; et Albert St. Denis, de la ville de Lowell, dans l'état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique; Dame Delia St. Denis, épouse commune en biens d'Arthur Laferrière, de la ville d'Holyoke, dans ledit état du Massachusetts, et ledit Arthur Laferrière tant personnellement, s'il y a lieu, que pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes; Joseph St. Denis, de la ville de Lewiston, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique; Samuel St. Denis, du township de Barford, dans le district de Saint-François; Dame Anne St. Denis, épouse commune en biens de Georges Trudeau, dudit township de Barford, et ledit Georges Trudeau tant personnellement, s'il y a lieu, que pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, et aussi en sa qualité de tuteur dûment nommé aux enfants mineurs issus du mariage de feu Maximilien St. Denis, en son vivant marchand, de la ville de Woonsocket, dans l'état du Rhode-Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique; et Dame Anna Laferrière, de Woonsocket susdit, et ladite Dame Anna Laferrière, en sa qualité d'administratrice, dûment nommée en vertu de la loi dudit état du Rhode-Island, à la succession de feu Maximilien St. Denis, son dit époux, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un certain morceau de terre situé dans le township de Barford, sur le côté sud du chemin public, formant partie du lot de cadastre numéro un-K (1-K), dans le septième rang, mesurant deux cent sept pieds de front sur ledit chemin par cinq cent trente pieds; borné à l'ouest par le terrain de Charles Hénault—avec les bâtisses dessus faites et érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de JUIN prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans une des salles d'audience au Palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront toutes forcloses du droit de la faire.

Sherbrooke, 9 mars 1921.

Le procureur du demandeur,
1589—18-2 HECTOR VERRET.

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 827.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Saint-François, sitting at Sherbrooke, in said district, on the ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty one, in a certain cause wherein Anthime St. Denis, of the township of Barford, in said district of Saint-François, farmer, is plaintiff; and Albert St. Denis, of the city of Lowell, in the state of Massachusetts, one of the United States of America; Dame Delia St. Denis, wife common as to property of Arthur Laferrière, of the city of Holyoke, in said state of Massachusetts, and the said Arthur Laferrière personally, if necessary, as well as to authorize and assist his said wife for the purpose herein; Joseph St. Denis, of the city of Lewiston, in the state of Maine, one of the United States of America; Samuel St. Denis, of the township of Barford, in the district of Saint-François; Dame Anna St. Denis, wife common as to property of Georges Trudeau, of the said township of Barford, and the said Georges Trudeau personally, if necessary, as well as to authorize and assist his said wife for the purpose herein, and also in his quality of tutor duly appointed to the minor children born of the marriage of the late Maximilien St. Denis, in his lifetime trader, of the city of Woonsocket, in the state of Rhode-Island, one of the United States of America, and Dame Anna Laferrière, of Woonsocket aforesaid, and the said Dame Anna Laferrière in her quality of administratrix duly appointed in virtue of the laws of said state of Rhode-Island, to the estate of the late Maximilien St. Denis, her said husband, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, namely:

A certain parcel or tract of land situated in said township of Barford, on the southerly side of the public road, being part of cadastral lot number one K (1-K), in the seventh range, measuring two hundred and seven feet frontage on said public road by five hundred and thirty feet; bounded to the west by the land of Charles Hénault—with the buildings thereon made and erected.

The above described immoveable will be sold at auction and knocked down to the last and highest bidder on the NINTH day of JUNE next (1921), at TEN o'clock in the forenoon, in open Court at the Court house, in the city of Sherbrooke, the sale to be subject to the charges, clauses and conditions set out on the list of charges which has been deposited in the office of the prothonotary of the said Court; every opposition *à fin d'annuler, à fin de distraire* to the said licitation must be deposited at the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication; and every opposition *à fin de conserver* must be filed within six days after the adjudication; and in default by the parties to deposit the said oppositions in the delays prescribed by these presents, they will be forced from so doing.

Sherbrooke, 9th March, 1921.

HECTOR VERRET,
1590—18-2 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1039.

Rodrigue Goulet *et al*, demandeurs ; vs A.-D. Goulet *et al*, défendeurs ; & ladite Dme M.-L. Roy, mise-en-cause.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans et pour le district de Montréal, le 4^{ème} jour de mai 1921, dans une cause dans laquelle Rodrigue Goulet, manufacturier ; Ida Serre dit St-Jean, veuve de feu Ludger Goulet, en son vivant manufacturier ; Hermine Goulet, veuve de Cléophas Moquin, en son vivant comptable ; Georgiana Goulet, Céline Goulet, Angéline Goulet, ces trois dernières filles majeures et modistes ; Victor Goulet, apiculteur ; Roméo Taillefer, commis ; Rosina Taillefer, épouse de Arthur Demers, négociant à Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Juliette Taillefer, épouse de Avila Bisson, employé civil, et ce dernier pour autoriser son épouse, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, et Napoléon-Ludger Taillefer, négociant dans la cité de Winnipeg, province de Manitoba, étaient demandeurs ; et Albert-Donat Goulet, comptable ; Henri Goulet, entrepreneur ; Paul Goulet, comptable ; Armand Goulet, commis, Lucien Goulet, commis ; Ida Goulet, épouse de George Coutu, notaire ; et ce dernier pour autoriser son épouse, Marie-Louise Roy, veuve de feu Joseph Goulet, en son vivant manufacturier, en sa qualité de tutrice à Lucienne Goulet et Adrienne Goulet, filles mineures, et Paul Goulet, en sa qualité de curateur à Yvonne Goulet, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, sont défendeurs ; et ladite Dame Marie-Louise Roy, en sa qualité de grevée de substitution créée en vertu du testament de feu Joseph Goulet, et Jules Crépeau, en sa qualité de curateur à ladite substitution sont mis-en-cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble portant le No civique 178, Avenue de l'Hôtel de ville, désigné comme suit, savoir :

Un certain immeuble situé sur le côté sud-ouest de l'Avenue de l'Hôtel de Ville, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent vingt-deux (222) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec la bâtisse dessus construire.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de JUIN courant (1921), chambre No 31, à DIX HEURES ET DEMIE, a. m. (heure de Montréal), Cour tenante, au Palais de justice, en la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 4 mai 1921.

Les procureurs des demandeurs,
1665—18-2 BISAILLON & BEIQUE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1039.

Rodrigue Goulet *et al*, plaintiffs ; vs A.-D. Goulet *et al*, defendants, and the said Dme M.-L. Roy, *mise-en-cause*.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in and for the district of Montreal, on the 4th day of May, 1921, in a cause in which Rodrigue Goulet, manufacturer ; Ida Serre dit St-Jean, widow of the late Ludger Goulet, in his lifetime manufacturer ; Hermine Goulet, widow of Cléophas Moquin, in his lifetime accountant ; Georgiana Goulet, Céline Goulet, Angéline Goulet, the three latter spinsters and milliners ; Victor Goulet, apiarist, Roméo Taillefer, clerk ; Rosina Taillefer, wife of Arthur Demers, trader, of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof ; Juliette Taillefer, wife of Avila Bisson, civil employee, and the latter to authorize his wife, all of the city of Montreal, district of Montreal, and Napoléon-Ludger Taillefer, trader, of the city of Winnipeg, province of Manitoba, were plaintiffs ; and Albert-Donat Goulet, accountant ; Henri Goulet, contractor ; Paul Goulet, accountant ; Armand Goulet, clerk ; Lucien Goulet, clerk ; Ida Goulet, wife of Georges Contu, notary, and the latter to authorize his wife, Marie-Louise Roy, widow of the late Joseph Goulet, in his lifetime manufacturer, in her quality of tutrix to Lucienne Goulet and Adrienne Goulet, minor children, and Paul Goulet, in his quality of curator to Yvonne Goulet, spinster, all of the city of Montreal, district of Montreal, are defendants ; and the said Dame Marie-Louise Roy, in her quality of institute under substitution created in virtue of the testament of the late Joseph Goulet, and Jules Crepeau, in his quality of curator to the said substitution are *mise-en-cause*, ordering the licitation of a certain immovable bearing the civic No. 178, City Hall Avenue, designated as follows, to wit :

A certain immovable situate on the southeast side of City Hall Avenue, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number two hundred and twenty two (222) on the official plan and book of reference of Saint Louis ward—with the building thereon erected

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TENTH day of JUNE, 1921, sitting the Court in the room 31 of the Court House, in Montreal, at HALF PAST TEN o'clock (Montreal time), in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and, failing the parties to file such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 4th May, 1921.

BISAILLON & BEIQUE,
1666—18-2 Attorneys for plaintiffs.

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 4 mai 1921, dans une cause portant le numéro 263 des dossiers de la Cour supérieure dans laquelle Emma Maysenhoelder, fille majeure ; Albert Maysenhoelder, orfèvre ; Dame Sarah Maysenhoelder, épouse commune en biens de David Diotte, mécanicien, et ledit David Diotte, tant personnellement que pour autoriser son épouse à ester en justice, tous des cité et district de Montréal, sont demandeurs ; et David Maysenhoelder, orfèvre, des cité et district de Montréal, est défendeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain ou emplacement portant le numéro six cent quatre-vingt-trois (683) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DIXIÈME jour de JUIN 1921, à DIX HEURES ET DÈMIÉ a.m. (heure actuelle) de la cité de Montréal, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Montréal, chambre 31, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Montréal, 4 mai 1921.

Le procureur des demandeurs,
1667—18-2 ALFRED CINQ-MARS.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 4th of May, 1921, in a cause bearing the number 263 of the records of the Superior Court wherein Emma Maysenhoelder, spinster of age ; Albert Maysenhoelder, goldsmith ; Dame Sarah Maysenhoelder, wife common as to property of David Diotte, machinist, and the said David Diotte, both personally and to authorize his wife to *ester en justice*, all of the city and district of Montreal, are plaintiffs ; and David Maysenhoelder, goldsmith, of the city and district of Montreal, is defendant, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

A lot of land or emplacement bearing the number six hundred and eighty three (683) of the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, of the city of Montreal—with the houses and other buildings thereon erected.

The above immoveable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TENTH day of JUNE, 1921, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (Montreal time), sitting the Court, in the Court room of the Montreal Court House, Room 31, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 4th May, 1921.

ALFRED CINQ-MARS,
1668—18-2 Attorney for plaintiffs.

VENTES PAR LE SHÉRIF KAMOURASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir :) DAME MARIE-
No 6883.) A L I C E
OUELLET, de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, veuve de Nicholas Rouleau, en son vivant cultivateur, de ladite paroisse, demanderesse ; contre JOSEPH PELLETIER, du même lieu, défendeur, à savoir :

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, connu et désigné au cadastre officiel de ladite paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, sous le numéro cent quatre-vingt-seize (No 196)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sauf à distraire le terrain qui appartient à la corporation du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

SHERIFF'S SALES KAMOURASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit :) DAME MARIE-
No. 6883.) A L I C E
OUELLET, of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, widow of Nicholas Rouleau, in his lifetime farmer, of the said parish, plaintiff ; against JOSEPH PELLETIER, of the same place, defendant, to wit :

A lot of land or emplacement situate in the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, known and designated on the official cadastre of the said parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, under the number one hundred and ninety six (No. 196)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; except to be withdrawn the lot belonging to the corporation of the college of Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, le QUATORZIÈME jour de JUIN prochain 1921, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 11 mai 1921.
[Première publication, 14 mai 1921]
1729—19-2

Sainte-Anne-de-la-Pocatière, county of Kamouraska, on the FOURTEENTH day of JUNE next, 1921, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J.-O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 11th May, 1921.
[First publication, 14th May, 1921]
1730—19-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) OMER BRICAULT,
No 2380.) DIT LAMARCHE,
demandeur ; contre LA COMPAGNIE D'IM-
MEUBLES UNION, LIMITEE, corporation
ayant son principal bureau d'affaires en la cité
de Montréal, défenderesse.

Une terre située en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, portant le numéro cent quatre-vingt-dix-sept des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant environ soixante-dix-sept arpents et trois quarts, mesure anglaise, plus ou moins ; le plus ou le moins devant être au profit ou à la perte dudit acquéreur ; à distraire, cependant, du lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept ce qui suit, savoir :

1. Une lisière en haut de la terre telle que vendue au gouvernement pour le champ de tir suivant acte de vente par M. Omer Bricault dit Lamarche, à Sa Majesté la Reine, passé à Montréal devant M^{re} F.-S. MacKay, notaire, le vingt-huit décembre mil neuf cent et enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier le vingt-neuf décembre 1900, sous le No 88057 ;

2. Un morceau formant environ cent pieds de largeur situé au côté nord-est de la terre et s'étendant du chemin public jusqu'au fleuve, vendu par ledit sieur Lamarche à Euclide Desrochers, par acte passé devant M^{re} J.-E. Cormier, notaire, le trente-un mai mil neuf cent deux et enregistré au susdit bureau le seize juin 1902, sous le No 95908 ; cette partie de lot vendue par M. Desrochers à Robert-W. Allan par acte passé devant J.-F. Reddy, notaire, le vingt-huit mars mil neuf cent sept et enregistré au susdit bureau le deux avril 1907, sous le No 131719 ;

3. Une lisière de terre vendue par ledit sieur Lamarche à la Compagnie de chemin de fer Châteauguay & Nord par acte passé à Montréal devant M^{re} P. Mainville, le onze octobre mil huit cent quatre-vingt-quinze et enregistré au susdit bureau le vingt-cinq novembre 1895, sous le No 59330 ;

4. Une lisière de terrain telle qu'actuellement occupée par M. Omer Bricault dit Lamarche, contenant quatre-vingt-six pieds de largeur en front et en arrière par une profondeur de deux cent quatre-vingts pieds dans la ligne nord-est et deux cent vingt-sept pieds dans la ligne sud-ouest, et bornée comme suit : en front par la rue Notre-Dame, en arrière et du côté sud-ouest par ledit lot No 197 et du côté nord-est par le lot No 198 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles ;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) OMER BRICAULT
No. 2380.) ALIAS LAMAR-
CHE, plaintiff ; against LA COMPAGNIE
D'IMMEUBLES UNION, LIMITEE, a body
politic and corporate having its head office in
the city of Montreal, defendant.

A farm situate in the parish of Pointe-aux-Trembles, bearing the number one hundred and ninety seven of the official plan and book of reference of the said parish of Pointe-aux-Trembles, containing about seventy seven acres and three quarters, English measure, more or less ; the more or the less to be to the profit or loss of the said purchaser ; to be deducted, however, from said lot number one hundred and ninety seven the following, namely :

1. A trip of land at the upper end of the farm as sold to the government for a rifle range as per deed from Omer Bricault alias Lamarche to His Majesty the Queen, passed at Montreal before T.-S. MacKay, esquire, notary, on the twenty eight of December, one thousand nine hundred and registered at the office of the registration division of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, on the twenty ninth of December, 1900, under the No. 88057 ;

2. A parcel of land containing about one hundred feet in width situate on the northeast side of the farm and extending from the public road to the river, sold by the said Mr. Lamarche to Euclide Desrochers, by deed passed before J.-E. Cormier, esquire, notary, on the thirty first of May, one thousand nine hundred and two and registered at the aforesaid office on the sixteen June, 1902, under the No. 95908 ; that part of lot sold by Mr. Desrochers to Robert-W. Allan by deed passed before J.-F. Reddy, esquire, notary, the twenty eight of March, one thousand nine hundred and seven and registered at the aforesaid office on the second of April, 1907, under the No. 131719 ;

3. A strip of land sold by the said Lamarche to the Châteauguay & Northern Railway by deed passed at Montreal before P. Mainville, esquire, the eleventh of October, one thousand eight hundred and ninety five and registered at the aforesaid office on the twenty fifth of November, 1895, under the No. 59330 ;

4. A strip of land as presently occupied by Mr. Omer Bricault alias Lamarche, containing eighty six feet in width in front and in rear by a depth of two hundred and eighty feet in the northeast line and two hundred and twenty seven feet in the southwest line, and bounded as follows : in front by Notre-Dame street, in rear and on the southwest side by the said lot No. 197 and on the northeast side by the lot No. 198 of the official plan and book of reference of the said parish of Pointe-aux-Trembles ;

MONTRÉAL

5. Une partie de ladite terre connue sous le numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, de forme irrégulière, contenant trente-cinq pieds dans sa ligne sud et trente-sept pieds et cinquante centièmes dans sa ligne nord, formant une superficie de onze mille huit cent quatre-vingt-deux pieds; bornée en front par le chemin public, du côté sud par le lot (196), du côté nord par la partie du lot (197), appartenant à M. Omer Lamarche et en arrière par le résidu de la partie (197), appartenant à la venderesse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 mai 1921.

[Première publication, 14 mai 1921]

1737—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH-U. FON-
No 4684. TAINÉ, demandeur;
vs GEORGES-H. WILDER, défendeur.

Une ferme sise à Côteau-du-Lac, du côté nord du canal Soulanges, connue et désignée aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Côteau-du-Lac comme faisant partie des lots numéros quinze, seize, vingt-un et vingt-quatre (Nos p. 15, 16, 21 et 24); bornée au sud par le terrain du canal Soulanges, au nord par le lot No 480, à l'ouest par le lot No 85, et à l'est par le lot No 14, mesurant environ six arpents de largeur et quatre-vingt-quatre arpents de superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites. Excluse d'icelle est une lisière de terre de cent vingt-cinq pieds de largeur sur ladite ferme; ladite lisière de terre appartenant à la "Cedar Rapids Co., Ltd."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ignace-de-Côteau-du-Lac, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 20 avril 1921.

[Première publication, 23 avril 1921]

1459—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH-HORMISDAS
No 2011. LAPLANTE ET NA-
POLEON-HORMISDAS LAPLANTE, tous
deux commerçants, des cité et district de Saint-
Hyacinthe, et y faisant affaires ensemble en so-
ciété comme tels, sous les nom et raison sociale de
J.-N. Laplante & Cie, demandeurs; vs MAX
BIRKE ET AL, défendeurs; et GEORGE-H.
CURRIE, ES-QUALITÉ, mis-en-cause.

Comme appartenant à I. Cohen, l'un des
défendeurs:

Un emplacement sis rue Saint-André, à Mont-
réal, désigné comme faisant partie du lot No 96 de
la subdivision du lot No 10, aux plan et livre de
renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste
mesurant 18 pieds de largeur par 96 pieds de
profondeur, plus ou moins, mesure anglaise
bornée en front par la rue Saint-André, en arrière
par une ruelle désignée sous le No 10-91a, d'un
côté par le résidu dudit lot 10-96 et de l'autre
côté par le lot 10-95—avec les constructions y
érigées.

5. A portion of said farm known under the
number one hundred and ninety seven (197)
on the official plan and book of reference of the
parish of Pointe-aux-Trembles, of irregular
outline, containing thirty five feet in its south
line and thirty seven feet and fifty hundredths
in its north line, forming an area of eleven
thousand eight hundred and eighty two feet;
bounded in front by the public road, on the south
side by the lot (196), on the north side by the
part of the lot (197), belonging to Mr. Omer
Lamarche and in rear by the residue of the part
(197), belonging to the seller.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTEENTH day of JUNE next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 11th May, 1921.

[First publication, 14th May, 1921]

1738—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH-U. FON-
No. 4684. TAINÉ, plaintiff; vs
GEORGES-H. WILDER, defendant.

A farm situate at Côteau-du-Lac, on the north
side of the Soulanges Canal, known and design-
ated on the plan and book of reference of the
parish of Côteau-du-Lac as forming part of lots
numbers fifteen, sixteen, twenty one and twenty
four (Nos. p. 15, 16, 21 and 24); bounded on
the south by the ground of the Soulanges Canal,
on the north by lot No. 480, on the west by lot
No. 85 and on the east by lot No. 14, con-
taining about six arpents in width and eighty
four arpents in superficies, more or less—with
all the buildings thereon erected. Is not
included in this a strip of land of one hundred
and twenty five feet on the width of the said
farm; said strip of land belonging to the "Cedar
Rapids Co., Ltd."

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint-Ignace-de-Côteau-du-Lac, on the
TWENTY SIXTH day of MAY next, at ELE-
VEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 20th April, 1921.

[First publication, 23rd April, 1921]

1460—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH-HORMISDAS
No. 2011. LAPLANTE AND
NAPOLEON-HORMISDAS LAPLANTE, both
traders, of the city and district of Saint-Hyacin-
the, and there carrying on business together in
partnership, under the firm, name and style of
J.-U. Laplante & Cie, plaintiffs; vs MAX
BIRKE ET AL, defendants; and GEORGE-H.
CURRIE, ESQUALITY, mis-en-cause.

As belonging to I. Cohen, one of the defen-
dants:

That emplacement lying on Saint-André
street, of Montreal, designated as forming part
of the lot No. 96 of the subdivision of the lot
No. 10, on the official plan and book of reference
of the village of Saint-Jean-Baptiste, measuring
18 feet in width by 96 feet in depth, more or
less, English measure; bounded in front by
Saint-André street, in rear by a lane designated
under the No. 10-91a, on one side by the residue
of said lot 10-96 and on the other side by the lot
10-95—with the constructions thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 20 avril 1921.

[Première publication, 23 avril 1921]

1461—16-2

PIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JEAN - BAPTISTE DE-
No 4598. } GUISE, gérant d'affaires; CHARLES-THÉODORE VIAU; MARC-J.-THEOPHILE VIAU, ces deux derniers industriels; DAME MARIE-EMILIE DEGUISE, veuve de feu Charles Théodore Viau, en son vivant industriel, et LOUIS DEGUISE, gérant de banque, de la cité et du district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, administrateurs et légataires fiduciaires de la succession testamentaire de feu Charles-Théodore Viau, en son vivant industriel, de la cité et du district de Montréal demandeurs; vs LOUIS LANGLOIS, de la cité et du district de Montréal; MEDERIC RAYLE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Denis, dans le district de Saint-Hyacinthe; DAME OCTAVIE LUSIGNAN, épouse commune en biens du dit Médéric Rayle, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, et personnellement; OVILA RAYLE, de la cité et du district de Montréal; OSIAS RAYLE, de la paroisse de Saint-Denis, dans le district de Saint-Hyacinthe; ALEXINA RAYLE, de la dite paroisse de Saint-Denis, épouse commune en biens de Honoré Handfield, du même lieu, et le dit Honoré Handfield pour autoriser son épouse aux présentes et personnellement; EVELINA RAYLE, épouse commune en biens de François Leblanc, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes et personnellement; WILHELMINA RAYLE, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Ovila Archambault, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes et personnellement, défendeurs.

Un emplacement composé de trois lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal (ci-devant Vauville, dans la ville de Maisonneuve) ayant front sur la Deuxième avenue, de la dite cité, connus et désignés comme étant les redivisions officielles Nos dix-huit, dix-neuf et vingt d'une partie du lot principal No Un-a (Pt. 1a-18, 19 et 20) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur; tenant devant, au nord-est, à la Deuxième avenue derrière, au sud-ouest, à la ruelle numéro vingt-un de la dite redivision, du côté nord-ouest à la ruelle No trente-deux de ladite redivision et au sud-est au lot No 17 (dix-sept) de la même redivision, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun dans les ruelles y adjacentes—et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif, Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 20 avril 1921.

1463—16-2

[Première publication, 23 avril 1921]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff

Montreal, 20th April, 1921.

[First publication, 23rd April, 1921]

1462—16-2

PIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JEAN - BAPTISTE DE-
No. 4598. } GUISE, business manager; CHARLES-THÉODORE VIAU; MARC-J.-THEOPHILE VIAU, the two latter manufacturers; DAME MARIE-EMILIE DEGUISE, widow of the late Charles-Théodore Viau, in his lifetime manufacturer, and LOUIS DEGUISE, bank manager, of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors, administrators and fiduciary legatees of the testamentary estate of the late Charles Théodore Viau, in his lifetime manufacturer of the city and district of Montreal, plaintiffs; vs LOUIS LANGLOIS, of the city and district of Montreal; MEDERIC RAYLE, farmer, of the parish of Saint-Denis, in the district of Saint-Hyacinthe; DAME OCTAVIE LUSIGNAN, wife common as to property of the said Médéric Rayle, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes thereof, and personally; OVILA RAYLE, of the city and district of Montreal; OSIAS RAYLE, of the parish of Saint-Denis, in the district of Saint-Hyacinthe; ALEXINA RAYLE, of the said parish of Saint-Denis, wife common as to property of Honoré Handfield, of the same place, and the said Honoré Handfield, to authorise his wife for the purposes hereof and personally; EVELINA RAYLE, wife common as to property of François Leblanc, of the same place, and the latter to authorise his wife for the purposes hereof and personally; WILHELMINA RAYLE, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ovila Archambault, of the same place, and the latter to authorise his wife for the purposes hereof and personally, defendants.

An emplacement composed of three lots of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, (formerly Vauville, in the town of Maisonneuve), fronting on Second Avenue of the said city, known and designated as being the official redivisions numbers eighteen, nineteen and twenty of a part of the principal lot number One-a (Pt. 1-a 18, 19, and 20) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, each containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front to the northeast by Second Avenue, in the rear to the southwest by the lane number twenty one of the said redivision, on the northwest side by the lane number thirty two of the said redivision and on the southeast by the lot No. 17 (seventeen) of the same redivision, English measure and more or less, with right of way in common in the lanes adjacent thereto and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 20th April, 1921.

1464—16-2

[First publication, 23rd April, 1921]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Nicolet, à savoir : } **L** A COMPAGNIE MANUFACTURIERE D'AMIANTE, corps politique et incorporé, ayant son siège social et ses affaires en la cité de Québec, demanderesse ; vs DAME HOMELDA LEVASSEUR, épouse déparée de biens de G.-I. Chorette, de Sainte-Marie-de-Blandford, défenderesse.

Une terre étant la juste moitié latérale et longitudinale nord-ouest du lot de terre No treize (13) du quinzième (15ième) rang du canton de Maddington, laquelle moitié est le lot cinq cent quatre-vingt-six (586) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude, comprenant Saint-Sylvere, formant une superficie de soixante-dix arpents, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvere, comté de Nicolet, le JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN 1921, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-H.-O. HEBERT.

Nicolet, 26 avril 1921. 1685—19-2
[Première publication, 14 mai 1921]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Nicolet, to wit : } **L** A COMPAGNIE MANUFACTURIERE D'AMIANTE", a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city of Quebec, plaintiff ; vs DAME HOMELDA LEVASSEUR, wife separate as to property of G.-I. Chorette, of Sainte-Marie-de-Blandford, defendant.

A farm being the exact lateral and longitudinal northwest half of the lot of land number thirteen (13) of the fifteenth (15th) range of the township of Maddington, said half being the lot five hundred and eighty six (586) of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Gertrude, including Saint-Sylvere, and containing seventy arpents in superficies, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Sylvere, county of Nicolet, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE, 1921, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J.-H.-O. HEBERT,
Sheriff.

Nicolet, 26th April, 1921. 1686—19-2
[First publication, 14th May, 1921]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **F**ELIX DUQUET, de No 2416. } Charny, comté de Lévis, était demandeur; JOHNNY ROUSSEAU, de Craig's Road, comté de Lévis, était défendeur.

Ledit défendeur a ci-devant obtenu jugement en la Cour supérieure pour le district de Québec, le troisième jour de mars 1921, contre ledit demandeur, Félix Duquet.

Le No 145 (cent quarante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, étant un lot de terre situé dans le rang Sainte-Elizabeth—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Etienne-de-Lauzon, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 30 avril 1921]

[Deuxième publication, 14 mai 1921]

1573—17-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **F**ELIX DUQUET, of No. 2416. } Charny, county of Levis, was plaintiff ; JOHNNY ROUSSEAU, of Craig's Road, county of Levis, was defendant.

The said defendant has heretofore obtained judgment in the Superior Court for the district of Quebec, on the third day of March, 1921, against the said plaintiff, Félix Duquet.

The No. 145 (one hundred and forty five) of the official cadastre for the parish of Saint-Etienne-de-Lauzon, county of Levis, being a lot of land situate in the Saint-Elizabeth range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Etienne-de-Lauzon, on the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

(First publication, 30th April, 1921)

[Second publication, 14th May, 1921]

1574—17-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **G**EORGES DAHER, Nos 6652-6654. } demandeur ; contre les héritiers de ADELARD LAMBERT, défendeurs.

Un certain lopin de terre situé en la ville de Berthier, faisant front sur la rue William, mesurant sur ladite rue une largeur de quarante-sept pieds par cinquante-cinq pieds de largeur à la

3

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **G**EORGES DAHER, Nos. 6652-6654. } plaintiff ; against the heirs of ALFRED LAMBERT, defendants.

That certain parcel of land situate in the town of Berthier, fronting on William street, measuring on said street forty seven feet in width and fifty five feet in width at the depth of said lot, by two

profondeur dudit lot, sur une longueur de deux cent dix-huit pieds, le tout mesure anglaise; borné en front à ladite rue, en profondeur aux emplacements de la rue Saint-Paul, d'un côté, vers le nord-est, aux terrains de Aimé Gervais, Joseph Pagé et Charles Laprade et d'autre côté, vers le sud-ouest, au terrain dudit Joseph Pagé, lequel terrain faisant partie de celui connu et désigné au cadastre officiel pour la ville de Berthier, sous le lot numéro deux cent trente-un, (partie No 231)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Berthier, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MAI prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif du district de Richelieu,
Bureau du shérif. JOS.-G. LARIVIERE.

Sorel, 22 avril 1921.

[Première publication, 23 avril 1921]
1465—16-2

hundred and eighteen feet in depth, the whole English measure; bounded in front by said street, in depth by the emplacements of Saint-Paul street, on one side, towards the northeast by the lands of Aimé Gervais, Joseph Pagé and Charles Laprade and on the other side, towards the southwest, by the land of the said Joseph Pagé said parcel of land forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the town of Berthier, under the number two hundred and thirtyone (part No. 231)—with a house and other buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the town of Berthier, on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of the month of MAY next (1921), at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

JOS.-G. LARIVIERE,
Sheriff of the district of Richelieu
Sorel, 22nd April, 1921.

[First publication, 23rd April, 1921]

1466—16-2

Lettres patentes

"La Compagnie Immobilière de Courville".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour d'avril 1921, constituant en corporation: P.-A. Galarneau, industriel; L.-E. Fortier, notaire et Chs-Nap. Dorion, avocat, tous de la ville de Courville, dans les buts suivants:

■ Entreprendre la transaction de toutes affaires relatives à la location, à la construction, à l'érection, à l'acquisition, à l'entretien, à la gestion et à l'aliénation de bâtisses de toutes sortes;

Avancer et prêter de l'argent aux propriétaires, locataires, et autres personnes désireuses de se faire construire avec remboursements mensuels, hebdomadaires ou autres, et aux conditions dont on conviendra;

D'exercer toute industrie d'entrepreneur de travaux de construction de maisons et d'édifices publics, et d'acquérir à quelque titre que ce soit, les matériaux de toute sorte, les machines et l'outillage pour cette fin;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie, ou ses biens meubles;

De faire l'exploitation de biens immobiliers et de biens mobiliers, et dans ce but d'acquérir des terrains et de les employer, utiliser et améliorer;

D'acquérir ou construire des maisons, bâtisses et de les convertir en logements différents;

De louer, échanger ou disposer à titre équivalent des immeubles et en disposer de la manière qui sera le plus profitable à la compagnie;

Généralement entreprendre et faire toutes choses que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour atteindre les fins pour lesquelles, elle est constituée, sous le nom de "La Compagnie Immobilière de Courville", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la corporation, sera à Courville, dans le district de Québec.

Letters patent

"La Compagnie Immobilière de Courville".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1921, incorporating: P.-A. Galarneau, manufacturer; L.-E. Fortier, notary and Chs-Nap. Dorion, advocate, all of the town of Courville, for the following purposes:

■ To undertake the transaction of any business respecting the leasing, construction, erection, acquisition, maintenance, management and alienation of buildings of every kind;

To advance and loan monies to proprietors, tenants and other persons desiring to build on monthly, weekly or other instalments and on such conditions as may be agreed upon;

To carry on the business of contractors for the erection of houses and public buildings, and to acquire, under any title whatever, materials of every kind, machinery and equipment for such purposes;

To borrow monies upon the credit of the company;

To hypothecate or pledge the immoveables or moveables of the company;

To deal with immoveable and moveable property and to that end to acquire lands and use, utilize and improve the same;

To acquire or erect houses, buildings and convert them into several lodgings;

To lease, exchange, alienate and dispose, under equivalent title, of immoveables in such manner as may appear the more profitable to the company;

Generally to undertake and do all things which may appear necessary or expedient to the company for the attainment of the purposes for which it is incorporated, under the name of "La Compagnie Immobilière de Courville", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Courville, in the district of Quebec.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
le trentième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1719 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,
this thirtieth day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,
1720 Assistant Provincial Secretary.

" Lewis-S. Jaslow & Company, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1921, constituant en corporation : René Chênevert, Léopold Barry et Max Bernfeld, avocats, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme importateurs et exportateurs, acheter, vendre et trafiquer de toute espèce d'articles de nouveautés et de fantaisie, de la chaussure, d'accessoires électrique, ustensils émaillés, de l'argenterie, de la joaillerie, outils, coutellerie, verrerie ainsi que de tout genre d'effets et marchandises d'aucune description quelconque, faire tous actes nécessaires ou s'y rattachant ;

Faire affaires comme orfèvres et "argentiers", manufacturiers de joaillerie d'une manière générale ;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, ou autrement disposer et trafiquer de, transférer les actions du capital-actions d'aucune corporation, étrangère ou autre, des bons, débetures, obligations et d'autres valeurs d'aucun gouvernement, d'une municipalité ou corporation, étrangère ou autre, et durant possession de ces valeurs, exercer tous et privilèges afférents y compris le vote qu'elles confèrent ;

Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, de l'actif, des franchises, options, ou d'autres droits et privilèges ;

Organiser ou aider à organiser aucune compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie ou pour acquérir l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle ;

Agir comme agents pour d'autres dans le placement de l'argent ou dans l'exercice d'aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Distribuer aucune valeur de la compagnie, en espèces, à ses actionnaires ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété ou de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations, ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative-ment au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, aux concession réciproques ou autres avec aucune personne ou compagnie, exerçant, se livrant à, maintenant ou à l'avenir, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

" Lewis-S. Jaslow & Company, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1921, incorporating: René Chênevert, Léopold Barry and Max Bernfeld, advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of importers and exporters and to buy, sell and deal in all kinds of dry goods, hair goods, fancy goods, footwear, electrical supplies, enamelware, silverware, jewelry, toys, cutlery, glassware and all kinds of goods and merchandise of any description whatsoever and to do all acts necessary or incidental thereto ;

To carry on the business of goldsmiths, silver-smiths and manufacturing jewellers generally ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To subscribe, purchase or otherwise acquire, own, hold, sell, or otherwise dispose of and deal with and to transfer shares in the capital stock of any corporation, foreign or otherwise and bonds, debentures, obligations and other securities, of any government, municipality or corporation, foreign or otherwise and while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon ;

To issue fully or partly paid-up shares of the company, in payment or in part payment of any property, assets, franchises, options, or other rights and privileges ;

To promote or assist in the promotion of any company or corporation carrying on a business similar, in whole or in part, to that of this company, or for the purpose of acquiring the undertaking of the company or any part thereof ;

To act as agents for others, in the investments of funds or in the carrying out of any business, which this company is authorized to carry on ;

To distribute any of the property of the company, in specie among the shareholders ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property or undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds, or other securities, of any other company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company, now or hereafter carrying on, or engaged in, or about to carry on, or engage in, any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

Se consolider avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire tous actes nécessaires à l'entreprise, à l'exercice et au perfectionnement d'aucun des commerces auxquels la compagnie est autorisée à se livrer, ou qu'elle peut exercer, sous le nom de "Lewis-S. Jaslow & Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
1727 C.-J. SIMARD.

To amalgamate with any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all acts necessary for the undertaking, carrying on and competition of any of the business, which the company is authorized to engage in, or carry on, under the name of "Lewis-S. Jaslow & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the corporation, will be at Montreal, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of April, 1921.

C.-J. SIMARD,
1728 Assistant Provincial Secretary.

Action en séparation de biens

Cour supérieure, district de Kamouraska, No 7244. Dame Angéline Provencher, épouse commune en biens de Thomas Langlais, fils, de la cité de Rivière-du-Loup, a, le 28ième jour de janvier 1921, intenté une action en séparation de biens contre ledit Thomas Langlais, fils, son époux.

Rivière-du-Loup, 12 mai 1921.
Les procureurs de la demanderesse,
1739—19-5 LANGLAIS & COTE.

Action for separation as to property

Superior Court, district of Kamouraska, No. 7244. Dame Angéline Provencher, wife common as to property of Thomas Langlais, jnr., of the city of Rivière-du-Loup, has, on the 28th day of January, 1921, instituted an action in separation as to property against the said Thomas Langlais, jnr., her husband.

Rivière-du-Loup, 12th May, 1921.
LANGLAIS & COTE,
1740—19-5 Attorneys for plaintiff.

Bureau-chef

Avis est donné que la compagnie "Montreal Wine Vault, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 novembre 1920, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 549 de la rue Saint-Timothée.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce seizième jour de mars 1921.

Le président,
1741 A. LATREMOUILLE.

Head Office

Notice is hereby given that the company Montreal Wine Vault, Incorporated, by letters patent dated the 16th of November, 1920, and having its principal office in the city of Montreal, has established its office at number 549 Saint-Timothée street.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company, as being its principal office.

Given at Montreal, this sixteenth day of the month of March, 1921.

A. LATREMOUILLE,
1742 President.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 19.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Abramovitch vs Yanofsky	1093
" Authier vs Robert	1090
" Benoît vs Nantel	1092
" Desgroseillers vs Drouin	1092
" Gauthier vs Favreau	1093
" Goulet vs Poulin	1093
" Klein vs Herscu	1091
" Larrivée vs Tremblay	1093
" Leclerc vs Bérubé	1091
" Léonard vs Labonté	1092
" Meunier vs Darcy	1092
" Noreau vs Gadbois	1090
" Provencher vs Langlais, fils	1110
" Prud'homme vs Jasmin	1091
" Richard vs Legault	1091

Index of the Quebec Official Gazette, No 19.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Abramovitch vs Yanofsky	1093
" Authier vs Robert	1090
" Benoît vs Nantel	1092
" Desgroseillers vs Drouin	1092
" Gauthier vs Favreau	1093
" Goulet vs Poulin	1093
" Klein vs Herscu	1091
" Larrivée vs Tremblay	1093
" Leclerc vs Bérubé	1091
" Léonard vs Labonté	1092
" Meunier vs Darcy	1092
" Noreau vs Gadbois	1090
" Provencher vs Langlais, jnr	1110
" Prud'homme vs Jasmin	1091
" Richard vs Legault	1091

Dme Rousseau vs Drouin.....	1091	Dme Rousseau vs Drouin.....	1091
" Savaria vs Héroux.....	1092	" Savaria vs Héroux.....	1092
" Thibault vs DeCotret.....	1093	" Thibault vs DeCotret.....	1093
ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—		ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—	
Dme Dussault vs Favreau.....	1094	Dme Dussault vs Favreau.....	1094
Neault vs Dame Perron.....	1094	Neault vs Dame Perron.....	1094
Dme Pepin vs Marcoux.....	1094	Dme Pepin vs Marcoux.....	1094
ANNONCEURS :—Avis aux :—.....	1075	ADVERTISERS :—Notice to :—.....	1075
ABANDON DE CHARTES :—		SURRENDER OF CHARTERS :—	
Acme Shu Pak Company.....	1095	Acme Shu Pak Company.....	1095
Acme Tanning Company, Ltd.....	1095	Acme Tanning Company, Ltd.....	1095
ARRÊTÉ EN CONSEIL :—		ORDER IN COUNCIL :—	
Municipalité du village de Como.....	1076	Municipality of the village of Como....	1076
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES :—	
Vail Neighbourhood Cemetery.....	1094	Vail Neighbourhood Cemetery.....	1094
BUREAUX CHEF :—		HEAD OFFICES :—	
Eugène Falardeau, ltée.....	1095	Eugène Falardeau, ltée.....	1095
Montreal Wine Vault, Incorp.....	1110	Montreal Wine Vault, Incorp.....	1110
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—	
Cousineau.....	1088	Cousineau.....	1088
Divers lots à Sainte-Cécile-de-Lévrard....	1087	Several lots to Sainte-Cécile-de-Lévrard.	1087
Divers lots à La Vérandrye.....	1089	Several lots to La Vérandrye.....	1089
Municipalité scolaire Canrobert.....	1080	School municipality Canrobert.....	1089
Municipalité scolaire Notre-Dame-du-Saint-Rosaire.....	1088	School municipality Notre-Dame-du-Saint-Rosaire.....	1088
Municipalité scolaire Saint-Adolphe-de-Marbleton.....	1088	School municipality Saint-Adolphe-de-Marbleton.....	1088
Municipalité scolaire Saint-Edouard....	1088	School municipality Saint-Edouard....	1088
Municipalité scolaire Saint-Octave.....	1088	School municipality Saint-Octave.....	1088
Municipalité scolaire Templeton-Est....	1088	School municipality Templeton-Est....	1088
Municipalité scolaire Saint-Alphonse-de-Rodriguez.....	1088	School municipality Saint-Alphonse-de-Rodriguez.....	1088
Municipalité scolaire Magog, canton....	1087	School municipality Magog, township...	1087
Municipalité scolaire Saint-Fulgence, No 1.....	1087	School municipality Saint-Fulgence, No. 1.....	1087
Municipalité scolaire Sainte-Sophie-de-Lévrard.....	1087	School municipality Sainte-Sophie-de-Lévrard.....	1087
Mun. scolaire Saint-Hilaire, paroisse....	1089	School municipality Saint-Hilaire, parish	1089
Municipalité scolaire Poularis.....	1089	School municipality Poularis.....	1089
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—	
Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière.....	1089	Leasing of a water powers and timber limit.....	1089
Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière.....	1090	Loan of water-powers and timber limit.	1090
ERRATUM :—		ERRATUM :—	
Page 1042, 7 mai 1921, Nos 1627-28....	1095	Page 1042, 7th May, 1921, Nos. 1627-28.	1095
EXAMEN :—		EXAMINATION :—	
Mesureurs et classificateurs de bois..	1090	Log cullers and measurers.....	1090
FAILLITE—AVIS DE :—		BANKRUPT NOTICES :—	
Abran, dividende.....	1096	Abran, dividend.....	1096
Plourde & Cie, dividende.....	1096	Plourde & Cie, dividend.....	1096
Saint Catherine Road Land Company, dividende.....	1096	Saint Catherine Road Land Company, dividend.....	1096

LÉTTRES PATENTES :—

Carlton Club, Lt'd.....	1080
Club de Réforme du comté de Hull, incor	1080
Club Ouvrier, incorp.....	1082
Dominion Theatres, Lt'd.....	1077
La Compagnie Gentin.....	1084
La Compagnie d'approvisionnement d'eau de Sainte-Clothilde-de-Horton, ltée.....	1084
La Compagnie immobilière de Courville.	1108
Lewis-S. Jaslow & Company, Lt'd.....	1109
Silico, Lt'd.....	1085
Travellers' Club, Incorp.....	1082

MINUTES DE NOTAIRE :—

Requête par M. John Mulcair.....	1096
Requête par M. L. de Gonzague Crépeau	1096

VENTES DE FAILLITE :—

Maltais, Joseph.....	1099
Succession feu Robert Meredith.....	1100

VENTE PAR ENCAN :—

Westmount City Dairies, Lt'd.....	1097
Consignations non réclamées.....	1099

VENTES PAR LICITATION :—

Goulet <i>et al</i> vs Goulet <i>et al</i>	1102
Maysenhoelder vs Maysenhoelder.....	1070
St. Denis <i>et al</i> vs St. Denis <i>et al</i>	1101

VENTES PAR LES SHERIFFS :—

KAMOURASKA :—

Ouellet (Dme) vs Pelletier.....	1103
---------------------------------	------

MONTREAL :—

Bricault dit Lamarche vs La Compagnie d'immeubles Union, ltée.....	1104
Deguisse <i>et al</i> vs Langlois <i>et al</i>	1106
Fontaine vs Wilder.....	1105
Laplante <i>et al</i> vs Currie.....	1105

NICOLET :—

La compagnie manufacturière d'amiante vs Dme Levasseur.....	1107
--	------

QUÉBEC :—

Duquet vs Rousseau.....	1107
-------------------------	------

RICHELIEU :—

Daher vs héritiers Lambert.....	1107
---------------------------------	------

LETTERS PATENT :—

Carlton Club, Lt'd.....	1080
Club de Réforme du comté de Hull, incor	1080
Club Ouvrier, incorp.....	1082
Dominion Theatres, Lt'd.....	1077
La Compagnie Gentin.....	1084
La Compagnie d'approvisionnement d'eau de Sainte-Clothilde-de-Horton, ltée.....	1084
La Compagnie immobilière de Courville.	1108
Lewis-S. Jaslow & Company, Lt'd.....	1109
Silico, Lt'd.....	1085
Travellers' Club, Incorp.....	1082

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. John Mulcair.....	1096
Application by Mr. L. de Gonzague Cré- peau.....	1096

BANKRUPTCY SALES :—

Maltais, Joseph.....	1099
Estate late Robert Meredith.....	1100

AUCTION SALE :—

Westmount City Dairies, Lt'd.....	1097
Unclaimed shipments.....	1099

SALES BY LICITATION :—

Goulet <i>et al</i> vs Goulet <i>et al</i>	1102
Maysenhoelder vs Maysenhoelder.....	1070
St. Denis <i>et al</i> vs St. Denis <i>et al</i>	1101

SHERIFF'S SALES :—

KAMOURASKA :—

Ouellet (Dme) vs Pelletier.....	1103
---------------------------------	------

MONTREAL :—

Bricault dit Lamarche vs La Compagnie d'immeubles Union, ltée.....	1104
Deguisse <i>et al</i> vs Langlois <i>et al</i>	1106
Fontaine vs Wilder.....	1105
Laplante <i>et al</i> vs Currie.....	1105

NICOLET :—

La compagnie manufacturière d'amiante vs Dme Levasseur.....	1107
--	------

QUEBEC :—

Duquet vs Rousseau.....	1107
-------------------------	------

RICHELIEU :—

Daher vs heirs Lambert.....	1107
-----------------------------	------